



Revue de presse du 26 mai 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  située en haut à gauche de cette page Résana.

Drapeau cathédrale Rouen

- Une personne qui chute et un drapeau hissé au sommet : que se passe-t-il à la cathédrale de Rouen ? (76actu)
- À Rouen, un drapeau hissé sur la flèche de la cathédrale, la préfecture va déposer plainte (Paris Normandie)
- Rouen. Un drapeau retrouvé en haut de la cathédrale, puis un homme fait une chute de 8 mètres : la préfecture porte plainte (Tendance Ouest)
- Rouen. Un drapeau au sommet de la cathédrale, une chute de 8 mètres, la préfecture envisage de déposer plainte (Courrier Cauchois)
- La préfecture porte plainte après la découverte d'un drapeau français au sommet de la cathédrale de Rouen (France Bleu)
- Un drapeau français au sommet de la cathédrale de Rouen, une personne chute de huit mètres : ce que l'on sait (France 3)

Économie et vie de entreprises

- Ferrero annonce une nouvelle gamme Wonka et un partenariat avec Netflix (Gazette de Normandie)
- Tricots Saint James ou comment retarder l'automatisation et rester rentable ? (Gazette de Normandie)
- En 2026, 100 700 projets de recrutement en Normandie : quels sont les métiers qui embauchent le plus et où ? (Ouest France)
- Une extension de 3 200 m² pour la plateforme «Système U» à Beuzeville (Ouest France)

Collectivités locales et équipements publics

- La Métropole Rouen Normandie renouvelle son Conseil de développement durable (Gazette de Normandie)
- La plage de Veules-les-Roses à éviter ? "Un classement pour faire le buzz" selon le maire (76actu)
- La Métropole refuse de réviser le PLU en faveur de l'extension de la Fosse Marmitaine à Cléon (Paris Normandie)
- Casse-tête du stationnement à Étretat : où se garer pendant le week-end de la Pentecôte ? (Paris Normandie)

Agression sexuelle sur mineurs

- Des agents de la ville de Rouen visés par des plaintes pour agression sexuelle sur mineurs (Paris Normandie)
- Agressions dans le périscolaire à Rouen : les parents inquiets, la Ville leur répond (Paris Normandie)
- Rouen. Violences sexuelles dans une crèche : une enquête ouverte et des plaintes déposées (Tendance Ouest)

- "Le personnel est dans un état de sidération" : à Rouen quatre plaintes visent des agents pour violences sur des enfants (France Bleu)
- "On est dans une angoisse sans nom" : des familles sidérées depuis l'annonce de plaintes pour violences sexuelles dans une crèche à Rouen (France 3)
- Agressions sexuelles sur des enfants : des agents de la Ville de Rouen suspendus dans une crèche et une école (76actu)
- Rouen : des agents de la ville suspendus après des soupçons d'agressions sexuelles dans une crèche, une enquête ouverte (Le Parisien)
- Soupçons de violences sexuelles dans une crèche de la ville de Rouen (Le poulpe)

Incendie Étretat

- Étretat. Un incendie se déclare dans un restaurant du centre-ville, une trentaine de pompiers déployés sur place (Tendance Ouest)
- Incendie au restaurant La Flottille à Étretat : une quarantaine de pompiers mobilisés, cinq personnes incommodées (Paris Normandie)
- Étretat. "On a échappé au pire" : ce que l'on sait sur l'incendie survenu dans un restaurant (Courrier Cauchois)
- "60 clients étaient à l'intérieur de la salle" : un restaurant touché par un incendie à Étretat (France 3)
- Incendie dans un restaurant à Étretat : cinq personnes ont inhalé des fumées, trois autres ont été relogées (76 actu)

Sécurité

- Une opération sécurité menée auprès des plaisanciers du port de Fécamp (Paris Normandie)
- Rouen. Des policiers stoppent des automobilistes très pressés sur le pont Flaubert (Courrier Cauchois)
- Gonfreville-l'Orcher. Un incendie est survenu en pleine nuit dans la raffinerie de TotalEnergies (Courrier Cauchois)
- Des flammes visibles à la raffinerie Total près du Havre cette nuit (France 3)
- "Il faut poursuivre le travail" : à la Neuville-Chant-d'Oisel, le maire souhaite encore plus sécuriser la D6014 (France Bleu)
- Un camion heurte une fillette : une pétition dans cette école de Seine-Maritime pour sécuriser la route (76 actu)
- Rouen : il menace de faire écraser par une voiture la directrice de la maison d'arrêt (Paris Normandie)
- Cannabis, ecstasy, cocaïne... par « appât du gain », il vendait de la drogue dans les rues du Havre (Paris Normandie)

Environnement

- "Pas la poubelle de la Normandie" : l'union sacrée contre l'enfouissement des déchets dangereux (76actu)
- Quelle est cette commune de Seine-Maritime qui retrouve son Pavillon Bleu après vingt ans d'absence (Paris Normandie)

LNPN

- Ligne nouvelle Paris Normandie : le futur trajet devrait être révélé à l'automne 2026 (Paris Normandie)

Social et société

- Barentin. Général Givre : "La citoyenneté ne se décrète pas mais elle s'apprend" (Courrier Cauchois)
- 50 000 foyers privés d'électricité en pays de Bray à cause de l'incendie d'un poste-source RTE (Paris Normandie)

Ports

- Accès fluvial à Port 2000 : les premiers Accropodes™ posés sur la digue (Normandinamik)
- Un « aspirateur géant » en action pour bâtir la future chatière au Havre (Paris Normandie)

Tourisme

- Insolite. Normandie : Airbnb place la région parmi les destinations stars de l'été 2026 dans toute l'Europe (Tendance Ouest)

Santé

- Le CHU de Rouen veut renforcer son réseau de "patients partenaires" pour améliorer les prises en charge (France Bleu)
- Dentiste : un désert inquiétant en Pays de Bray : "je suis le seul à Forges-les-Eaux" (76actu)
- Bientôt une « clinique » avec 7 cabinets dentaires sur ce secteur du Pays de Bray (76 actu)
- « Une chance pour nous » : Veules-les-Roses va disposer d'une antenne de santé et d'un nouveau médecin (Paris Normandie)

Justice

- Incendies de bâtiments agricoles en pays de Caux. Le condamné fait appel : "Il y a de la colère, c'est de l'acharnement" (Courrier Cauchois)
- Deux anciens intérimaires chez TotalEnergies près du Havre auraient-ils dû être embauchés en CDI ? (76 actu)

Éducation

- Confronté à une forte hausse du nombre d'élèves, ce collège se met en grève pour réclamer des postes de surveillants (France Bleu)
- Fermeture de classe : ces parents d'élèves près de Dieppe prévoient des actions en juin (76actu)

Acteurs publics

- État local : le Conseil d'État valide les dispositions visant à renforcer le rôle du préfet
- L'État va faire converger tous les chatbots ministériels en deux solutions communes aux agents
- L'exécutif veut mettre en lumière le coût des pensions de fonctionnaires dans le prochain budget

Une personne qui chute et un drapeau hissé au sommet : que se passe-t-il à la cathédrale de Rouen ?

Julien Bouteiller

3-4 minutes

Une nouvelle fois, un drapeau a été hissé au sommet de la cathédrale de Rouen, probablement dans la nuit du 24 au 25 mai 2026. La préfecture va déposer plainte.

Sur le même thème

[Cathédrale de Rouen](#)

[Police](#)

[Pompiers](#)



Un intrus a chuté de 8 mètres, et un drapeau a été hissé sur la cathédrale de Rouen. (©Photo transmise par un lecteur)

Par [Julien Bouteiller](#) Publié le 25 mai 2026 à 13h05 ; mis à jour le 25 mai 2026 à 20h11

Mise à jour à 20 heures. Le diocèse de Rouen confirme l'intrusion d'une ou plusieurs personnes dans la nuit de dimanche à lundi pour hisser un drapeau au sommet de la cathédrale. Autre confirmation de l'autorité religieuse, celle de la chute d'une personne depuis la façade de la cathédrale, dans la nuit de samedi à dimanche cette fois. Pour l'heure, le lien n'est pas établi entre les deux faits. La victime de la chute est toujours

hospitalisée, dans un état qualifié de sérieux.

Une intrusion dangereuse qui fait enrager les autorités. **Un drapeau français a été hissé**, probablement dans la nuit du 24 au 25 mai 2026, [au sommet de la cathédrale de Rouen](#). Et dimanche, un intrus a **chuté de 8 mètres** depuis l'édifice. La préfecture nous confirme vouloir **déposer une plainte**.

Un drapeau français et une chute de 8 mètres

Le drapeau, flottant au sommet de la flèche de l'édifice, a été découvert « en début de matinée », indiquent les services de l'État à [76actu](#). « Le service du Grimp [spécialisé en intervention en milieux périlleux] du Sdis 76 a été **mobilisé pour le retirer**, en accord avec le diocèse. L'opération s'est achevée vers 11h. »

Il semblerait qu'une première tentative d'intrusion, liée ou non à celle-ci on l'ignore, ait déjà eu lieu dimanche. La préfecture indique en effet « qu'une personne qui tentait une ascension périlleuse de la façade de l'édifice religieux ce dimanche **a chuté d'une hauteur de 8 mètres**, et est toujours hospitalisée ». Déjà une intrusion dans la cathédrale

La préfecture indique son intention de déposer plainte, comme cela avait été le cas en octobre dernier, [lorsqu'un drapeau avait été cette fois encore hissé](#) sur la cathédrale. Et d'ajouter :

Il est bien sûr formellement interdit à toute personne non autorisée de grimper sur la cathédrale, a fortiori alors que la flèche est en travaux.

Ces événements interrogent quant à la sécurisation du site, plus particulièrement du chantier de la flèche. A fortiori après [l'incendie accidentel survenu à l'été 2024](#).

Une **enquête** devra déterminer qui sont les auteurs de cette intrusion.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

À Rouen, un drapeau hissé sur la flèche de la cathédrale, la préfecture va déposer plainte

Sylvain Auffret

3-4 minutes

Un drapeau français a été hissé en haut de la flèche de la cathédrale de Rouen a priori dans la nuit du dimanche 24 au lundi 25 mai 2026. Durant la nuit précédente un homme avait chuté en tentant l'escalade.



Le 10 octobre 2025 déjà, le Grimp était intervenu pour décrocher un précédent drapeau accroché en haut de la flèche le 4 - Marc Declein



Par [Sylvain Auffret](#)

Publié: 25 Mai 2026 à 16h24 Temps de lecture: 2 min

La présence d'un drapeau français ayant été constatée en début de matinée, lundi 25 mai 2026, en haut de la flèche de la cathédrale, le groupe d'intervention en milieu périlleux (Grimp) du Service départemental d'intervention et de secours (Sdis) 76 est intervenu pour le décrocher, en accord avec le diocèse, a indiqué la préfecture à Paris

Normandie, confirmant une information de [76actu](#).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Le drapeau a vraisemblablement été accroché durant la nuit précédente.

Une chute de 8 mètres

C'est la seconde fois en quelques mois qu'une personne s'introduit sur le chantier et escalade l'édifice pour y accrocher un drapeau. Le 4 [octobre 2025](#), un drapeau avait été hissé.

La préfecture avait déjà déposé plainte et envisage de le faire à nouveau.

« Il est bien sûr formellement interdit à toute personne non autorisée de grimper sur la cathédrale, a fortiori alors que la flèche est en travaux. Ces expéditions illégales sont par ailleurs extrêmement dangereuses pour ceux qui les entreprennent. Une personne qui tentait une ascension périlleuse de l'édifice religieux ce dimanche a chuté d'une hauteur de 8 mètres (vers minuit et demi selon sapeurs-pompiers, NDLR) et est toujours hospitalisée », explique la préfecture.

Lire aussi



[Cannabis, ecstasy, cocaïne... par « appât du gain », il vendait de la drogue dans les rues du Havre](#)



Rouen. Un drapeau retrouvé en haut de la cathédrale, puis un homme fait une chute de 8 mètres : la préfecture porte plainte

Gilles Anthoine

~2 minutes

Un drapeau français a été hissé tout en haut de la cathédrale de Rouen, lundi 25 mai dans la matinée. Les pompiers ont dû intervenir pour l'enlever. Le Groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (Grimp) des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime a été mobilisé par les services de l'Etat pour le retirer "*en accord avec le diocèse*", indique la préfecture. L'opération s'est achevée vers 11h.

Une chute de 8 mètres

La préfecture a l'intention de porter plainte, "*comme cela avait déjà été le cas en octobre 2025, lors d'une précédente installation*", précise un communiqué des services de l'Etat.

De plus, la préfecture indique également qu'une "*personne qui tentait une ascension périlleuse de l'édifice religieux [...] a chuté d'une hauteur de 8 mètres et est toujours hospitalisée*". Les faits se sont produits dimanche 24 mai. Les jours de la victime ne seraient pas en danger.

"*Il est bien sûr formellement interdit à toute personne non autorisée de grimper sur la cathédrale, a fortiori alors que la flèche est en travaux. Ces expéditions illégales sont par ailleurs extrêmement dangereuses pour ceux qui les entreprennent*", complète la préfecture.

Rouen. Un drapeau au sommet de la cathédrale, une chute de 8 mètres, la préfecture envisage de déposer plainte

Luc Gallais

~2 minutes

Un drapeau français hissé tout en haut de la cathédrale de Rouen. C'est la découverte insolite faite par les autorités, ce lundi 25 mai, en début de matinée. Comment cet événement a-t-il pu se produire ? Pour l'heure, le mystère reste entier. Toujours est-il que le groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (Grimp) des sapeurs-pompiers a été mobilisé par les services de l'Etat pour le retirer " *en accord avec le diocèse*", indique la préfecture. Qui précise : " *L'opération s'est achevée vers 11 heures*".

Une chute de huit mètres

Les services préfectoraux confirment qu'un dépôt de plainte va être effectué prochainement, " *comme cela avait déjà été le cas en octobre 2025, lors d'une précédente installation*". Par ailleurs, par le biais d'un communiqué, la préfecture dévoile également un autre fait grave qui s'est produit la veille. " *Une personne qui tentait une ascension périlleuse de l'édifice religieux [...] a chuté d'une hauteur de 8 mètres et est toujours hospitalisée*." Nous ignorons les circonstances et à quel endroit la chute s'est produite. Mais les jours de la victime ne seraient pas en danger.

" *Il est bien sûr formellement interdit à toute personne non autorisée de grimper sur la cathédrale, a fortiori alors que la flèche est en travaux. Ces expéditions illégales sont par ailleurs extrêmement dangereuses pour ceux qui les entreprennent*", complète la préfecture.

La préfecture porte plainte après la découverte d'un drapeau français au sommet de la cathédrale de Rouen

Manon Lombart-Brunel

3-4 minutes

Publié le lundi 25 mai 2026 à 15:51

Un drapeau français a été découvert, ce lundi, au sommet de la cathédrale de Rouen. La préfecture de la Seine-Maritime va déposer plainte. Une personne a, par ailleurs, été hospitalisée après une chute, ce dimanche, depuis l'édifice, sans que les deux événements ne soient pour l'instant reliés.

Un drapeau français flottait, ce lundi 25 mai 2026, au sommet de la cathédrale de Rouen. Selon une information repérée par nos confrères de [76Actu](#), confirmée à ICI Normandie par la préfecture de la Seine-Maritime, ce drapeau français a été découvert, en début de matinée. Dans la foulée, le service du Grimp du SDIS76 a été **mobilisé pour le retirer**, en accord avec le diocèse. L'opération s'est achevée vers 11 h.

Une plainte déposée et une chute de huit mètres

"Une plainte sera prochainement déposée par les services de l'État, comme cela avait déjà été le cas en octobre 2025, lors d'une précédente installation", indique la préfecture qui rappelle "qu'il est formellement interdit à toute personne non autorisée de grimper sur la cathédrale, a fortiori alors que la flèche est en travaux."

Au même moment, une personne qui tentait une ascension de l'édifice religieux, ce dimanche, a chuté d'une hauteur de huit mètres et est toujours hospitalisée. Pour l'instant, le lien entre les deux événements **n'est pas établi selon la préfecture**.

- [Église \(édifice\)](#)
- [Religions](#)
- [Secours – Pompiers](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Un drapeau français au sommet de la cathédrale de Rouen, une personne chute de huit mètres : ce que l'on sait

Manon Loubet

~2 minutes

Un drapeau français a été découvert lundi 25 mai 2026, en début de matinée, au sommet de la cathédrale de Rouen. Une personne a chuté de huit mètres de l'édifice, dimanche 24 mai. Pour l'heure, nous ne savons si les deux événements sont liés.

Que s'est-il passé à la cathédrale de Rouen ce week-end de Pentecôte ? Un drapeau français a été hissé, lundi 25 mai, en début de matinée, au sommet de la cathédrale de Rouen à plus de 150 mètres de hauteur, révèlent nos confrères de [76actu](#).

Le service du Grimp (Groupe d'intervention en milieu périlleux) du Service départemental d'incendie et de secours a été mobilisé pour le retirer, en accord avec le diocèse.

L'opération s'est achevée vers 11 heures, indique la préfecture de la Seine-Maritime, qui annonce qu'elle va déposer plainte *"comme cela avait déjà été le cas en octobre 2025, lors d'une précédente installation"*.

Ce n'est effectivement pas la première fois que l'édifice religieux est escaladé pour y installer un drapeau ou non, comme en [2020](#) et [2019](#).

Il est bien sûr formellement interdit à toute personne non autorisée de grimper sur la cathédrale, a fortiori alors que la flèche est en travaux. Ces expéditions illégales sont par ailleurs extrêmement dangereuses pour ceux qui les entreprennent.

Préfecture de la Seine-Maritime

Dimanche 24 mai, une personne a chuté d'une hauteur de huit mètres de la cathédrale et est toujours hospitalisée dans un état grave, selon nos informations.

Pour l'heure, le lien n'est pas établi entre les deux faits.

Ferrero annonce une nouvelle gamme Wonka et un partenariat avec Netflix

Chloé Guerout

3-4 minutes

En bref

Ferrero déploiera dès l'automne une nouvelle gamme Wonka en France et en Europe. Le groupe mise sur des éditions limitées et un partenariat mondial avec Netflix.



Le siège social de Ferrero France est situé à Mont-Saint-Aignan. © Adobe Stock

Publié le 22 mai 2026 - Mis à jour le 22 mai 2026

Le groupe Ferrero a annoncé, le 19 mai, le lancement d'une nouvelle gamme de produits inspirés de l'univers Wonka. Neuf références saisonnières et en édition limitée seront commercialisées dès l'automne en France, mais aussi aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Italie et en Allemagne.

Cette première vague couvrira plusieurs catégories : chocolat, confiserie, glaces et céréales. Le groupe italien, dont le siège social français est basé à Mont-Saint-Aignan, entend ainsi renforcer l'attractivité du rayon saisonnier auprès des distributeurs et des consommateurs.

Ferrero détient les droits exclusifs de la marque Wonka dans la confiserie depuis 2018. Depuis, les équipes de recherche et développement

travaillent à recréer l'univers inspiré de Charlie et la Chocolaterie.

Un partenariat mondial avec Netflix

En parallèle, Ferrero a signé un partenariat mondial exclusif avec Netflix afin de développer la visibilité de Wonka à l'écran et en magasin. Cette collaboration s'appuiera sur des campagnes marketing et commerciales internationales.

Netflix prépare plusieurs productions autour de cet univers, dont l'émission *The Golden Ticket* prévue en 2026 et un film d'animation attendu en 2027.

« Notre ambition est d'apporter la vision Ferrero à l'univers Wonka et de contribuer à insuffler une nouvelle dynamique au rayon saisonnier », a déclaré Alessandro Rapali, président de la division «Premium Chocolate» de Ferrero.

Tricots Saint James ou comment retarder l'automatisation et rester rentable ?

Pierre Mangin

8-10 minutes

En bref

Peut-on développer une marque haut de gamme séculaire, fleuron du fait-main et en perpétuer les savoir-faire sans perdre son âme, en s'interdisant de tout automatiser tout en restant rentable ? Reportage à Saint-James dans la Manche.



Le site industriel de Saint James dans la Manche abrite le plus grand parc de machines à tricoter à commande numérique en Europe. Copyright SN APM



L'atelier de raccourtage, un savoir-faire séculaire, préservé et jalousement transmis : il faut des années pour acquérir la dextérité nécessaire. Copyright SN APM



La nouvelle boutique « vitrine », inventée avec des acheteurs coréens : le Café Saint James de Saint-James (50). Copyright SN APM



Luc Lesénécal, pdg de Tricots Saint James. Copyright SN APM.

Publié le 22 mai 2026 - Mis à jour le 22 mai 2026

En pénétrant dans les locaux de cette célèbre firme normande, on est frappé par le caractère traditionnel et ancien de son site industriel dans la Manche. La marque de luxe, membre du réseau ARSEN de Normandie (Association régionale des entreprises des savoir-faire d'excellence normands), a été créée en 1889 (ex-«Moulin du Prieur»). Elle emploie 400 personnes, dont quelque 250 travaillent en atelier et une centaine dans les boutiques, pour un chiffre d'affaires d'environ 60 M€.

Sous une vaste toiture sans pilier évoquant un immense hypermarché, s'alignent, à hauteur des yeux, des dizaines de rangées de machines qui bruissent à l'unisson : ce fond sonore d'aiguilles métalliques s'atténue à peine sous des capots coulissants comme des cockpits d'avion. C'est là le plus grand parc de machines à tricoter à commande numérique d'Europe : elles sont environ 80 à fonctionner 24 h sur 24 et six jours sur sept, sous la surveillance permanente de quelques techniciens dits « bonnetiers ». Nous sommes au cœur des Tricots Saint James, en limite du village éponyme, à 23 km au sud-est du Mont Saint-Michel (« distance du fil de laine nécessaire pour tricoter nos pulls! »...).

Une mécanisation volontairement partielle

Un autre vaste espace abrite la coupe et l'assemblage des « panneaux », ces diverses pièces de lainage issus des machines à tricoter - faces avant et arrière, manches, poches, cols, etc. - qui constituent pulls, polos, vestes, écharpes ou bonnets... que ce soit en laine, coton, ou lin. Un peu en retrait, un espace atelier protégé du bruit ambiant abrite une dizaine de personnes, majoritairement des femmes, spécialistes du « raccourage » : il s'agit de reprendre une à une les mailles qui ont pu se décaler ou se rompre. Au passage, on apprend que cet atelier effectue aussi, sur devis,

des réparations à la demande des clients... Le raccourage s'exécute avec un petit crochet ; il est typique de ces tours de main minutieux, fort précieux ici, la dextérité se perfectionnant au fil... des années.

Du « cousu-main » ou l'art de la finition

L'assemblage des panneaux et leur repassage s'effectuent avec des machines, toutes manipulées par des personnes. « La qualité de la finition - haut de gamme oblige - impose de limiter la robotisation », explique Luc Lesénécal, p-dg de 63 ans, arrivé dans l'entreprise en 2012. Cette culture de l'artisanat industriel - juste équilibre entre la mécanisation et la finition à la main - est un atout jalousement préservé ici et illustré par le label d'Etat EPV (Entreprise du patrimoine vivant) institué en 2005. Toutes les étapes post-tricotage - à savoir coupe, surjet, remaillage des cols, montage des boutons - sont exécutées manuellement. Jusqu'à neuf personnes interviennent sur chaque vêtement pour assembler, inspecter et corriger les moindres défauts à l'œil nu. "La transmission, chez nous, est une forme de compagnonnage moderne. Le savoir-faire s'acquiert en binôme, par le geste, par la répétition, et la pratique quotidienne. Rien ne pourra remplacer cette expérience», explique le p-dg.

Cela dit, l'amélioration des processus industriels fait partie des priorités. Ainsi, une solution de Computer Vision avec apprentissage automatique est à l'étude pour améliorer le contrôle qualité des bonnetiers, en anticipant la détection de défauts.

La modernisation, dont la cybersécurité, est encadrée par une petite équipe de trois personnes à l'informatique, le partenaire principal étant Orange Business. Un réseau privé d'entreprise (VPN) véhiculant voix et données sur bornes wifi et fibre optique (FFTO et FFTH) irradie et sécurise le site industriel et les bureaux qui ont accès à des outils collaboratifs (Working Together sur Microsoft 365, Teams, Sharepoint, etc.). Des caméras de protection ont été installées. Les serveurs informatiques reposent sur une architecture hybride (en local et sur le 'cloud' Azure de Microsoft). Les boutiques bénéficient également d'une connectivité sécurisée avec téléphonie fixe et mobile, fibre optique, caméras de protection avec comptage. L'utilisation de l'outil de communication en miroir La Vitre (originaire de Nantes) est à l'étude. Et des applications de l'IA ne sont pas exclues - à petite dose, semble-t-il.

Une équation financière à tenir

L'équation financière reste un véritable exercice entre juste prix des collections, augmentation du coût de l'énergie, hausse des charges sociales, encadrement des salaires, recrutement et formation à des métiers très spécialisés. La firme affiche une grande adaptabilité. Les 35 heures n'ont pas été retenues par les personnels, beaucoup de mères de famille ayant préféré remplir leurs semaines, privilégier les mercredis et

cumuler des jours de congés. Lors de la pandémie du Covid, l'entreprise s'était rapidement reconvertie dans la production de masques.

Aujourd'hui encore, 80% de la production - environ 30 000 pièces par semaine, soit 1,5 million par an - est effectuée ici en Normandie - les 20% restants provenant d'ateliers gérés au Portugal, en Italie et Tunisie.

Les chiffres continuent d'être rassurants : depuis 15 ans, le chiffre d'affaires a cru de 60% et le nombre de boutiques, franchisées ou non, a été multiplié par six. En parallèle, l'export a fortement progressé pour atteindre 40% du chiffre d'affaires aujourd'hui, soit près de 25M€. Et les ventes en 'click & collect' peuvent 'booster' le chiffre des boutiques de 10%. Quant aux prix catalogue, plutôt haut de gamme, Luc Lesénécal, qui arbore fièrement un pull marin iconique portant en rouge la date de 1626 (devinette : 400 ans de... Marine nationale) résume ainsi la donne : « Nos clients savent qu'une marinière Saint James se garde 10 voire 15 ans ! ».

En 2026, 100 700 projets de recrutement en Normandie : quels sont les métiers qui embauchent le plus et où ?

Marc BRAUN

7-9 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Selon l'enquête annuelle « Besoin de main-d'œuvre » réalisée par France Travail en Normandie, il ressort qu'une entreprise sur quatre prévoit d'embaucher, soit 100 700 projets de recrutement à la clef dans la région. Une tendance à la baisse par rapport à 2025. Le point sur les métiers les plus recherchés par département.



Les serveurs de café-restaurant figurent parmi les emplois les plus recherchés. | MARC OLLIVIER/OUEST-FRANCE

Modifié le 23/05/2026 à 17h19 Publié le 11/05/2026 à 18h01

Pour cette enquête portant sur 2026, France Travail a interrogé, fin 2025, 82 000 établissements : 20 648 ont répondu sur leurs projets de création, de remplacement de postes en CDI, à temps partiel ou saisonniers. La Seine-Maritime concentre le plus d'intentions d'embauches avec 34 897 projets, soit 35 % du total en Normandie. Viennent ensuite le Calvados avec 27 166 projets et 27 % des intentions d'embauche, la Manche avec 18 % des projets, l'Eure avec 13 % et l'Orne avec 7 %.

Dans la Manche 26,7 % des établissements ont prévu de recruter, 24,9 % dans le Calvados, 21,8 % en Seine-Maritime, 21,4 % dans l'Orne et 20 % dans l'Eure.

Lire aussi : [Des milliers d'embauches et de plus en plus de formations : en Normandie, le secteur du nucléaire est en plein essor](#)

Les services en pole position

Près d'une entreprise normande sur quatre (23 %) envisage de réaliser au moins une embauche au cours de l'année 2026, une tendance à la baisse cependant par rapport à l'année précédente (-10 %). C'est dans l'industrie manufacturière que la part d'établissements envisageant d'embaucher est la plus importante (30,6 %).

Mais ce sont bien les services aux particuliers (santé humaine, action sociale, hébergement, restauration, administration publique) qui se posent en premiers pourvoyeurs d'emploi cette année.

Les métiers les plus recherchés

La vente, le tourisme et les services concentrent 39 % des intentions régionales, soit 39 269 projets de recrutement envisagés pour 2026. Les métiers d'aides à domicile et auxiliaires de vie, de serveurs de café-restaurant, d'agents d'entretien de locaux, d'aides de cuisine et d'employés polyvalents de la restauration sont les profils les plus recherchés.

Le social et médico-social recensent 15 % des projets régionaux, soit 15 402 intentions d'embauche. Plus de 4 200 projets concernent d'ailleurs des aides-soignants.

Les ouvriers des secteurs de l'industrie représentent 11 % des besoins évoqués en Normandie, avec 11 553 projets de recrutement. Les projets concernant des ouvriers peu qualifiés des industries agroalimentaires sont les plus nombreux.

Lire aussi : [Recrutement des cadres en Normandie : 2025 en retrait, mais 2026 source d'espoir](#)

Difficultés de recrutement en recul

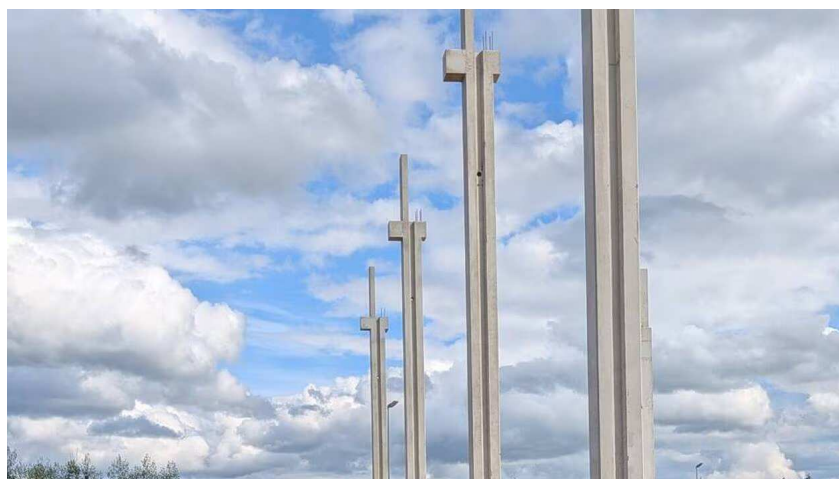
Les employeurs anticipent des difficultés de recrutement pour 48 % de leurs projets (- cinq points par rapport à 2025). Si la part des difficultés est en recul sur tous les secteurs, la diminution est plus forte dans le commerce (-10 points). Les difficultés sont en baisse de sept points dans la construction, domaine d'activité dans lequel elles restent toutefois les plus fortes (68 % sur plus de 7 000 projets).

Une extension de 3 200 m² pour la plateforme «Système U» à Beuzeville

Ouest-France

5-7 minutes

Ouverte depuis 1991 à Beuzeville, la plateforme « Système U », devenue « U Log », va connaître une nouvelle extension.



Élus et responsables de l'entreprise ont symboliquement posé la première pierre de cette extension. | OUEST-FRANCE.

Publié le 25/05/2026 à 08h30

L'entreprise, qui emploie près de 400 personnes, est le premier employeur [de la commune de Beuzeville](#) (Eure). Elle va s'étendre sur 3 200 m² supplémentaires, dont la première pierre a été posée lundi dernier par dirigeants et élus. « Cette extension ouvrira en octobre et sera un entrepôt pour les emballages. Cela permettra de libérer de l'espace dans l'entrepôt principal pour accompagner la croissance, car la plateforme, qui dessert 225 magasins actuellement, en aura bientôt 22 supplémentaires. Cette extension est financée à 100 % par la coopérative U », ont expliqué les dirigeants Mathieu Rivière, associé et administrateur U et Emmanuel Duclos, directeur du site, non sans avoir remercié la municipalité, qui a accompagné ce projet.

Positionnement stratégique

« On souhaite avoir une attention très forte vis-à-vis du monde économique. C'est une chance pour nous d'avoir un territoire qui bouge, qui recrute, qui évolue, qui va dans le bon sens et c'est tout l'objet de

notre municipal    . C'est de bouger, attirer des jeunes, attirer des familles, faire vivre notre bourg, faire vivre notre petite ville à,  a d'ailleurs noté le maire Thomas Elexhauser.

Lire aussi : [A Beuzeville, les collégiens de Jacques-Brel ont participé au concours culinaire à A table, c'est l'Eure   ](#)

Pour sa part, le président [de Région](#) Hervé Morin a tenu à rappeler le positionnement préférentiel de la Normandie :   On est dans la première région française en termes d'activités liées à la logistique. C'est lié à notre positionnement stratégique, avec le port du Havre qui ouvre le monde et l'axe Seine sur lequel la logistique est considérable. Donc quand on est en Normandie, la spécialisation économique que représente la logistique est une spécialisation absolument stratégique. C'est pourquoi j'ai toujours été opposé depuis que je suis président de Région à toutes les taxes possibles qu'on peut mettre sur le transport. Nous avons cette chance absolument incroyable, dans un moment économique extrêmement compliqué, avec des secteurs qui souffrent énormément, d'être une région à avoir 100 à 120 milliards d'investissements autour de l'énergie (EPR de Penly, parcs éoliens offshore, Grand Carénage    Paluel...).

La Métropole Rouen Normandie renouvelle son Conseil de développement durable

J.M

3-4 minutes

En bref

La Métropole Rouen Normandie lance le renouvellement de son Conseil de développement durable (CDD) pour la période 2026-2032, avec un appel à candidatures ouvert jusqu'au 8 juin 2026.



Métropole Rouen : renouvellement du CDD © Métropole Rouen Normandie.

Publié le 26 mai 2026 - Mis à jour le 26 mai 2026

Le Conseil de développement durable constitue une instance consultative associant représentants de la société civile, entreprises, associations, organismes publics et acteurs de l'enseignement supérieur. Organisé en binômes paritaires, il fonctionne à travers des groupes de travail thématiques, des conférences d'expertise et des séances plénières en lien avec les élus métropolitains. La Métropole de Rouen a lancé son appel à candidatures, ouvert jusqu'au 8 juin.

Ce renouvellement intervient dans un cadre où les grandes intercommunalités cherchent à structurer des espaces de dialogue élargi autour des projets de territoire, en intégrant davantage les enjeux

économiques, sociaux et environnementaux dans les décisions publiques.

Concertation territoriale et stratégie économique locale

Sur le plan économique, ces dispositifs de concertation participent à la production de politiques locales plus transversales, notamment sur les sujets liés à l'emploi, à l'attractivité, à la transition écologique et à l'investissement territorial.

Pour les entreprises et les fédérations professionnelles, ces instances constituent également un espace d'anticipation des évolutions réglementaires et des orientations stratégiques des métropoles. Elles peuvent influencer indirectement les conditions d'implantation, les politiques de mobilité, ainsi que les priorités en matière de formation et de développement économique. Toutefois, leur efficacité dépend fortement du niveau d'implication des acteurs privés et de la capacité à transformer les échanges en orientations opérationnelles.

Gouvernance locale et stratégies territoriales économiques

À l'échelle nationale, la montée en puissance des conseils de développement reflète une évolution des dispositifs de gouvernance locale, marquée par une association plus large des acteurs économiques, sociaux et institutionnels aux politiques menées par les intercommunalités.

La plage de Veules-les-Roses à éviter ? "Un classement pour faire le buzz" selon le maire

Mathieu Te Morsche

~4 minutes

L'association Eau et Rivières de Bretagne a dévoilé son classement des eaux de baignade en France. Veules-les-Roses (Seine-Maritime) est classée comme "à éviter".

Sur le même thème

[Environnement](#)

[Manche \(mer\)](#)

[Plages](#)

Article réservé aux abonnés



L'association Eau et Rivières de Bretagne classe les eaux de baignade à Veules-les-Roses (Seine-Maritime) comme « à éviter ». ©Illustration / Les Informations dieppoises

Par [Mathieu Te Morsche](#) Publié le 23 mai 2026 à 12h02

Depuis 2024, le site La Belle Plage, piloté par l'association **Eau et Rivières de Bretagne**, recense de nombreuses plages de France et la qualité de leurs eaux de baignade. Elle se base sur des relevés des quatre dernières années de l'Agence régionale de santé, ou ARS, qui

contrôle les eaux de baignade notamment les taux de présence de deux bactéries. Si la plage de [Veules-les-Roses \(Seine-Maritime\)](#) était classée en « **déconseillée** » en 2024 et 2025, elle passe cette année dans la catégorie « **à éviter** » sur le site de [La Belle Plage](#). Une catégorisation que ne comprend pas le maire, Yves Tasse.

Aucune fermeture en 2025

Eau et Rivières de Bretagne classe les plages dans la catégorie « à éviter » lorsque moins de 70% des prélèvements sont classés « Bon » par l'ARS. En fonction des prélèvements, elle attribue une note sur 100. La plage de Veules obtient une note de **67,5** et se place 1820^e sur 1869.

« En 2025, nous n'avons eu **aucune fermeture** de plage, souligne le maire. C'est une association bretonne qui reprend des vieilles statistiques et qui considère que le niveaux de l'ARS ne sont pas suffisants. »

L'édile rappelle ainsi qu'il y a qu'il y a quelques années la baignade avait été interdite à Veules en raison d'orages, et que cet évènement avait des répercussions sur les statistiques reprises par Eau et Rivières de Bretagne.

« Des interprétations différentes »

« Les analyses qu'ils reprennent sont réelles mais ils les interprètent **différemment** », explique le maire, qui déplore le fait que l'association ne se déplace pas sur le terrain. L'ARS classe de son côté la qualité des eaux à Veules comme « suffisante ».

« L'année dernière nous avons encore amélioré notre station d'épuration avec des travaux à **20 millions d'euros** », souligne Yves Tasse, qui ajoute que des contrôles ont été effectués sur le système de rejets. « C'est tout un travail de fond », appuie le maire. L'élus précise que les relevés de l'ARS, qui sont faits **régulièrement**, sont affichés sur le poste de secours de Veules.

Selon Yves Tasse, l'étude de l'association bretonne sert « à **faire le buzz** », afin de « faire passer des messages pour que les normes soient plus strictes ». « Je n'ai jamais vu quelqu'un se baigner à Veules et me dire qu'il a été malade ensuite », glisse le maire.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

La Métropole refuse de réviser le PLU en faveur de l'extension de la Fosse Marmitaine à Cléon

Frédérique Thullier

5-7 minutes

En mairie de Cléon ce vendredi 22 mai 2026, Nicolas Mayer-Rossignol a réaffirmé avec vigueur l'opposition de la Métropole au projet d'extension du site d'enfouissement de déchets dangereux.



Nicolas Mayer-Rossignol a réaffirmé l'opposition des élus métropolitains au projet d'extension de la Fosse Marmitaine sur la commune de Cléon. - Archives Olivier Guerrin



Par [Frédérique Thullier](#)

Publié: 24 Mai 2026 à 08h14 Temps de lecture: 1 min

« Il y a une façon très simple de résumer la situation. Le territoire elbeuvien ne sera pas la poubelle de la Normandie. » Joignant le geste à la parole, Nicolas Mayer-Rossignol plaque une corbeille à papier sur la table de la Salle des actes, en mairie de Cléon. Le président de la

Métropole Rouen Normandie est venu réaffirmer le soutien des élus métropolitains au Comité de défense de l'environnement de Freneuse et de la boucle de Seine, ce vendredi 22 mai 2026. [Le Codef lutte contre l'extension du site de déchets dangereux](#) de la Société d'exploitation et de réaménagement de la Fosse Marmitaine (Seraf).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Depuis cinquante ans, la population du territoire elbeuvien subit une pollution dégueulasse, assène Nicolas Mayer-Rossignol. Et ce en dépit des engagements pris par la Seraf de cesser toute activité en 2030. C'est inacceptable ! Ni l'État, ni la Région, n'en a rien à carrer. On se moque de nous. »



Aux côtés de Marie-Laure Baron, présidente du Codef, et de Fabrice Berthou, adjoint à la maire de Cléon, Nicolas Mayer-Rossignol a réaffirmé l'opposition des élus métropolitains au projet d'extension de la Fosse Marmitaine. - Paris Normandie

« C'est hors de question ! »

La Préfecture de Seine-Maritime [a lancé une consultation du public](#) en vue de qualifier l'extension de la Fosse Marmitaine de « Projet d'intérêt général ». Cette enquête se tient jusqu'au mercredi 27 mai.

« Nous invitons tous les habitants à s'exprimer sur le site de la consultation d'ici mercredi. »

Marie-Laure Baron, Présidente du Codef



Marie-Laure Baron, présidente du Codef. - Paris Normandie

« Des informations fausses sont développées sur le site de la consultation, s'insurge le président de la Métropole. Il est indiqué que la procédure sera une modification simplifiée du Plan local d'urbanisation « décidé par l'autorité compétente » ce qui laisse entendre que c'est la Métropole qui va conduire cette procédure. Nous refusons d'engager la révision du PLU intercommunal qui interdit tout changement dans le Bois des Coutures, espace classé. C'est hors de question ! martèle l' élu. Quitte à aller jusqu'au contentieux avec la Préfecture. » Une déclaration applaudie par les nombreux élus de la boucle d'Elbeuf présents dans l'assistance.

« Le combat de tout un territoire »

Nicolas Mayer-Rossignol rappelle les « *risques* » que fait courir le projet sur la biodiversité, la préservation des nappes phréatiques et de la Seine « *toute proche* », il invoque « *l'artificialisation de 15 ha alors que sur toute la Métropole aujourd'hui, nous la maintenons à 30 ha par an et tendons vers 0 dans quelques années* »... « *Sur les 13 régions françaises, six ont un site d'enfouissement comme celui-ci et la Normandie en compte deux. Est-ce équitable ?* interroge-t-il. *C'est le combat de tout un territoire.* »

Le Codef a d'ores et déjà déposé un recours contre [le Schéma régional des carrières](#) qui ouvre la porte à l'extension de la Seraf et « *utilisera tous les recours et moyens possibles*, appuie la présidente du comité, Marie-Laure Baron. *Nous invitons tous les habitants à s'exprimer sur le site de la consultation d'ici mercredi.* »

Lire aussi



[« Je tiens bon ! » : à Caudebec-lès-Elbeuf, les élèves relèvent le défi des journées sans écran](#)



Casse-tête du stationnement à Étretat : où se garer pendant le week-end de la Pentecôte ?

Karine Leroy

6-8 minutes

Le casse-tête du stationnement risque de se poursuivre à Étretat. Aucun accord n'a encore été trouvé pour accéder à l'aire de stationnement gratuite de la Guézane située à la sortie de la ville, sur la commune du Tilleul.



Un projet d'aménagement est prévu à la Guézane. En attendant, le champ n'est plus accessible aux automobilistes. - Karine Leroy/Paris Normandie



Par [Karine Leroy](#)

Publié: 22 Mai 2026 à 18h31 Temps de lecture: 1 min

Bouchons en perspective encore ce week-end de Pentecôte à [Étretat](#), comme cela s'est déjà produit lors du week-end de l'Ascension. [L'aire de stationnement gratuite de la Guézane](#) reste inaccessible aux automobilistes.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Aucun accord n'a en effet été encore passé pour le mettre à disposition des visiteurs. La réunion organisée mercredi 20 mai 2026 n'a pas permis de trouver une solution entre les protagonistes, même si les discussions se poursuivent. Le maire d'Étretat, Philippe Laferrière, élu en mars 2026, a prévu de s'exprimer via un communiqué, en milieu de semaine prochaine à ce sujet et « *clarifier la position de la mairie.* »

Un aménagement en projet

Ce champ, situé sur la commune du Tilleul, permet d'absorber une partie des véhicules en visite à Étretat pendant la saison, d'avril à octobre. Seulement il appartient à une SCI qui le met à disposition via une convention signée, en début de saison, avec la Ville d'Étretat. Cette convention n'a pas été encore renouvelée.

En effet, les propriétaires du terrain envisagent de l'aménager. Le projet, présenté en juin 2025 inclut des places de stationnement matérialisées (environ 700 au total) pour les voitures, camping-cars, minibus et autocars, des toilettes, des poubelles, des bornes de recharge pour véhicules électriques... En contrepartie de l'investissement des propriétaires, le stationnement deviendrait payant pour les utilisateurs. Ce qui n'est pas au goût d'Étretat et de sa nouvelle équipe municipale, qui voit lui échapper une manne financière et surtout elle s'oppose à un trop grand afflux de véhicules.

(« Je pense qu'on arrivera à trouver une solution... »

Raphaël Lesueur, Maire du Tilleul

Pour aménager ce champ, aujourd'hui classé terrain agricole, une modification du PLU (plan local d'urbanisme) de la commune du Tilleul est nécessaire. Mais deux recours ont été déposés au tribunal administratif, comme le confirme le maire du Tilleul, Raphaël Lesueur. « *Nous allons essayer d'avancer sur ce permis d'aménager. Je pense qu'on arrivera à trouver une solution...* » espère l'élu en insistant sur le fait que le futur parking « *ne sera pas bétonné contrairement à ce que l'on peut entendre. Il n'est pas non plus surdimensionné d'autant que de nombreuses places de stationnement ont été supprimées à Étretat* », allusion faite au dispositif Étretat cœur piéton.

Arriver tôt

La présidente de l'Opération Grand site Falaises d'Étretat côte d'Albâtre, Florence Thibaudeau-Rainot, favorable à l'aménagement de la Guézane, espère aussi qu'un accord soit trouvé. « *La discussion n'est pas fermée* », expliquait-elle à l'issue de la réunion de mercredi.

En attendant, les rubalises et les panneaux « interdiction de stationner » restent en place autour du champ de la Guézane. Comment s'organiser pour venir à Étretat ? Son maire en personne préconise « *d'arriver tôt* »,

ou de prendre le bus. [LiA](#) assure plusieurs allers-retours quotidiens moyennant le prix du ticket, 1,80 € par personne et par trajet. Autre solution pour les marcheurs cette fois, se garer aux Loges ou à Bénouville et accéder à la commune via ses falaises.

Cœur piéton, c'est quoi ?



Les automobilistes doivent prendre leurs précautions. - Karine Leroy/
Paris Normandie

La ville d'Étretat dispose de plusieurs parkings et de plusieurs places de stationnement, environ 350 au total. Son nouveau maire, Philippe Laferrière, a pris un arrêté municipal, signé le 8 avril 2026, pour en limiter l'accès et réguler la circulation avec des barrières aux entrées du centre-ville : *« Cœur piéton est un dispositif qui permet de laisser rentrer les véhicules pour remplir les parkings du centre-ville. Une fois qu'ils le sont, ils ne sont plus accessibles. Cela permet aux visiteurs de ne pas tourner 40 minutes dans le centre pour trouver une place avant de repartir. Au fur et à mesure de la journée, on rouvre le centre en fonction du nombre de places disponibles »*, détaille l' élu. *« Quand il n'y a plus de place, il n'y a plus de place ! »*

Le maire précise que ce système de « barrage flottant » ne concerne pas les clients de gîtes et d'hôtels, les riverains, les salariés, et les personnes à mobilité réduite.

Lire aussi

[Cannabis, ecstasy, cocaïne... par « appât du gain », il vendait de la drogue dans les rues du Havre](#)

[Le Havre. Un pavillon détruit par un incendie rue de la Bigne-à-Fosse](#)

[Fêtes de quartiers 2026 au Havre : on vous dit où et quand participer à](#)

Des agents de la ville de Rouen visés par des plaintes pour agression sexuelle sur mineurs

Paris Normandie

~2 minutes

Trois agents municipaux de la ville de [Rouen](#) sont visés par des plaintes relatives à la protection de l'enfance, a annoncé la mairie dans un communiqué publié vendredi 22 mai 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Deux de ces plaintes concernent la crèche municipale Pierre de Lune. « À la suite des entretiens menés par la Direction municipale de la Petite Enfance avec les familles ainsi que des investigations internes, la Ville de Rouen a procédé à un signalement auprès du procureur de la République, conformément à l'article 40 du Code de procédure pénale », indique la collectivité.

Selon le parquet, une enquête est en cours « suite à un signalement effectué par la ville de Rouen pour agression sexuelle sur mineurs ». Les mis en cause sont un homme et une femme.

Enquête en cours

La troisième plainte concerne un agent d'un Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) municipal, intervenant dans le cadre des activités extrascolaires et périscolaires de l'école Hameau des Brouettes. « Cette personne avait été recrutée conformément aux qualifications requises et après vérification de son absence au fichier national des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes », poursuit-elle.

« Les agents concernés ont été immédiatement éloignés des enfants et suspendus à titre conservatoire pendant toute la durée de l'enquête, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur ». Une « enquête judiciaire est en cours », indique la mairie, qui assure « traiter ces situations avec la plus grande rigueur, en application des principes de protection des enfants, de précaution et de présomption d'innocence ». Des audits organisationnels des structures concernées ont également été engagés.

Agressions dans le périscolaire à Rouen : les parents inquiets, la Ville leur répond

Sylvain Auffret

7-10 minutes

Tout le week-end, parents et élus ont échangé sur les réseaux sociaux après la suspension de trois agents de la Ville de Rouen, suspectés d'avoir agressé des enfants dans une crèche et une école.



Un animateur du périscolaire de l'école Hameau des Brouettes, à Rouen, a été suspendu en avril 2026. - Paris Normandie



Par [Sylvain Auffret](#) et Mélanie BOURDON

Publié: 25 Mai 2026 à 18h44 Temps de lecture: 3 min

« Suspicion agression à l'école hameau des brouettes, deux signalements on était déposés. Quelqu'un a-t-il des informations ? », interroge un internaute sur Facebook, samedi 23 mai 2026. Les parents rouennais regrettent surtout de n'avoir « eu aucune communication de la crèche »...

Tout le week-end, des parents des enfants de l'école Hameau des

Brouettes, à Rouen, et de la crèche Pierre de Lune ont échangé des informations et leurs inquiétudes sur les réseaux sociaux. Vendredi 22 mai, dans un communiqué de presse, la Ville de Rouen révélait avoir [suspendu trois de ses agents](#) travaillant dans ces structures, et suspectés d'agressions sexuelles sur des mineurs.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

L'opposition réclame un audit

« Un manque cruel de communication » également relayé par la conseillère d'opposition Marine Caron et son groupe Réussir Rouen, pour qui toutes les familles des structures concernées auraient dû être averties en amont. « *Nous avons écrit samedi après-midi à la mairie pour savoir si un dispositif d'accompagnement spécifique a été mis en place à destination des familles et enfants côtoyant ces structures* », explique la conseillère, qui dit avoir découvert l'affaire dans les médias. Elle réclame aussi « *un audit sur le fonctionnement des structures périscolaires et des crèches publiques de la Ville* ». « *On avait déjà alerté pendant le mandat précédent et pendant la campagne sur les problèmes de formation, de précarité, qu'il fallait un meilleur accompagnement* ».

Une communication précipitée

Des inquiétudes que comprend Elisabeth Labaye, adjointe à la mairie de Rouen, en charge de la Petite Enfance et des Ecoles : « *je suis aux côtés des parents. Il n'y a rien de pire que de s'en prendre aux enfants* ». Quant au manque de communication pointé du doigt par les parents et une partie de l'opposition, l'élue reconnaît une communication tardive, due aux longueurs des procédures : « *notre priorité était d'écarter les personnes suspectes, de contacter Service départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports (SDJES), l'Education nationale, rassurer les équipes, recevoir les parents* ».

Deux réunions déjà prévues

Deux réunions sont programmées : mercredi soir à l'Hôtel de Ville de Rouen, avec les familles de la crèche et jeudi soir dans l'école Hameau des Brouettes. « *Nous avons prévu ces réunions, et nous avons préparé un communiqué officiel avec les faits. Et quand la presse a sorti des informations, nous avons sorti le communiqué mais nous n'avons pas forcément ajusté la date. Nous avons reçu les personnes qui le souhaitent et des parents m'ont appelé tout le week-end.* »

« Je conseille aux parents, de déposer plainte dès qu'il y a un doute »

Elisabeth Labaye, Adjointe à la mairie de Rouen, en charge de la Petite Enfance et des Ecoles

Au-delà de ces crispations, l'élue tient surtout à souligner l'importance :

« de croire la parole de l'enfant. Il faut être vigilant. Je conseille aux parents, de déposer plainte dès qu'il y a un doute. L'enquête de police est extrêmement utile. Les familles qui ont déposé plainte sont courageuses. Elles pensent aux biens de leurs enfants mais également au bien des autres enfants de ces structures ».

Mardi 26 mai 2026, des agents de la ville devraient être présents au sein de l'école. La municipalité, de son côté pense mettre en place une cellule psychologique prochainement.

Lire aussi



[De la DDAS au métier d'antiquaire... À Rouen, le parcours inspirant de Patrick Boussougant](#)



[« Uber shit » à Rouen : un livreur de cannabis à trottinette condamné](#)



Rouen. Violences sexuelles dans une crèche : une enquête ouverte et des plaintes déposées

Tendance Ouest

2-3 minutes

Trois plaintes relatives à la protection de l'enfance ont été déposées à l'encontre de trois agents municipaux. C'est ce qu'a indiqué la Ville de Rouen vendredi 22 mai. Selon l'AFP, une enquête, visant "un homme et une femme", a été ouverte pour "des soupçons de violences sexuelles". Cette enquête fait suite à "un signalement effectué par la ville de Rouen pour agression sexuelle sur mineur", a indiqué le procureur Sébastien Gallois.

"Les agents suspendus à titre conservatoire"

Selon la ville de Rouen, "deux de ces plaintes concernent la [crèche municipale Pierre de Lune](#)". La Ville a aussi indiqué que "les agents concernés ont été immédiatement éloignés des enfants et suspendus à titre conservatoire pendant toute la durée de l'enquête". Des mesures "qui visent à garantir la protection des enfants ainsi que celle des professionnels mis en cause, dans le respect de la présomption d'innocence", poursuit la municipalité.

- **A lire aussi.** ["La présomption d'innocence n'empêche pas le respect de la parole des femmes", le maire appelle Patrick Bruel à suspendre sa tournée](#)

Une enquête ouverte

A la suite des entretiens menés par la direction municipale de la Petite enfance avec les familles et des investigations internes, la Ville de Rouen "a procédé à un signalement auprès du procureur de la République". Une enquête judiciaire a donc été ouverte et est en cours.

Une troisième plainte

"Une troisième plainte concerne un agent d'un Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) municipal, intervenant dans le cadre des activités extrascolaires et périscolaires de l'école Hameau des Brouettes", a

précisé la Ville de Rouen. *"Cette personne avait été recrutée conformément aux qualifications requises et après vérification de son absence au fichier national des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes"*.

La municipalité rouennaise a assuré traiter *"ces situations avec la plus grande rigueur, en application des principes de protection des enfants, de précaution et de présomption d'innocence"*. Des audits organisationnels des structures concernées ont également été engagés.

Avec AFP

"Le personnel est dans un état de sidération" : à Rouen quatre plaintes visent des agents pour violences sur des enfants

Simon Maunoury

5-6 minutes

Publié le samedi 23 mai 2026 à 11:46

Quatre plaintes ont été déposées par des parents d'enfants inscrits à la crèche Pierre de Lune et au sein de l'école Hameau des Brouettes à Rouen. L'adjointe en charge des écoles et de l'enfance réagit au micro d'ICI Normandie ce samedi 23 mai 2026.

Les inquiétudes grandissent du côté des parents d'enfants inscrits dans les établissements concernés par ces dépôts de plaintes à Rouen. Sur les réseaux sociaux, ils sont nombreux [depuis les révélations des faits](#) à manifester **leur colère et leur indignation**. Ce samedi 23 mai 2026, Élisabeth Labaye, l'adjointe au maire de Rouen chargée des écoles et de l'enfance, réagit alors que quatre plaintes ont été déposées par des parents.

Quatre plaintes déposées contre trois agents de la Ville de Rouen

La crèche Pierre de Lune à Rouen accueille 130 enfants et 40 membres du personnel. Il s'agit de la plus grande crèche de la ville. Dans cet établissement, un homme de 48 ans, titulaire, ainsi qu'une jeune apprentie de 26 ans ont été écartés par la commune après des accusations à leur encontre. Les victimes sont **deux petites filles ainsi qu'un petit garçon**, tous nés en 2023. Selon nos informations, le petit garçon âgé de deux ans a rapporté des faits d'agression sexuelle à sa mère.

"Nous avons évidemment informé les personnels de cette crèche, qui sont évidemment dans un état de sidération et de désarroi total, et reçu encore d'autres parents avec une nouvelle plainte", souligne l'élue qui relève que *"les mêmes symptômes"* ont été repérés chez un enfant du même groupe, *"on a fait un signalement au procureur"*. De son côté, le parquet de Rouen confirme qu'une enquête est en cours **pour agression**

sexuelle sur mineurs.

Au centre d'activités extrascolaires et périscolaires de l'école Hameau des Brouettes, un homme de 26 ans, titulaire du BAFA (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur), a été mis en retrait de ses fonctions. Dans cet établissement, la victime est un jeune garçon né en 2023 également.

Tous les faits ont été commis entre la mi-avril et la mi-mai.

L'un des animateurs mis en cause et reçu par l'adjointe a contesté les faits qui lui sont reprochés.

"S'il y a une brebis galeuse, elle doit être écartée"

"Il est fini le temps où on considérait la parole de l'enfant comme 'Il se trompait sans doute', etc. Non, les parents rapportent la parole d'un enfant, ça nous paraît suffisamment important pour dire stop, et bien sûr il y a présomption d'innocence", souligne l'élue, avant d'affirmer son soutien à la communauté éducative et au reste des agents, "je sais aussi que l'immense majorité de nos personnels sont dévoués pour les enfants, mais s'il y a une brebis galeuse, elle doit être écartée, il faut être chirurgical, on met la personne de côté."

"Par ailleurs, évidemment, nous mettons en place un audit sur l'école et ensuite sur la crèche, sur les organisations de travail, parce qu'il faut penser à voir comment agir pour que ce type de cas ne puisse pas se produire", termine Elizabeth Labaye. Une réunion va être organisée mercredi 27 mai 2026 en fin de journée avec tous les parents d'élèves de la crèche, les services de la ville de Rouen ainsi que les cadres de la crèche Pierre de Lune.

- [Crèche \(enfants\)](#)
- [Petite enfance](#)
- [École](#)
- [Agression sexuelle](#)
- [Justice](#)
- [Éducation nationale](#)
- [Enquêtes – Investigation](#)

Certaines affaires ne se referment jamais vraiment. Avec « L'enquête continue », explorez chaque mois un fait divers marquant. Récit, archives, éclairage : une relecture indispensable pour saisir ce que ces affaires disent de notre société.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par

"On est dans une angoisse sans nom" : des familles sidérées depuis l'annonce de plaintes pour violences sexuel

Léna Thobie-Gorce

7-9 minutes

Depuis vendredi 22 mai en soirée et l'annonce par la ville de Rouen que trois agents municipaux de la crèche Pierre de Lune et de l'école Hameau des Brouettes sont visés par des plaintes pour agressions sexuelles sur mineurs, l'inquiétude grandit chez les parents dont les enfants sont inscrits dans ces établissements. Une pétition a été lancée par l'une des mères concernées.

Plusieurs parents ont appris la nouvelle, vendredi, par voie de presse ou bien sur les réseaux sociaux. Trois agents municipaux sont visés par trois plaintes relatives à la protection de l'enfance. Une enquête a également été ouverte pour agression sexuelle sur mineurs au parquet de Rouen.

Deux agents concernés, des auxiliaires de puériculture, sont employés à la crèche municipale Pierre de Lune à Rouen. Le troisième agent, un animateur, intervient pour sa part dans le cadre des activités extrascolaires et périscolaires de l'école Hameau des Brouettes.

Dans la crèche Pierre de Lune, trois enfants auraient été potentiellement victimes d'agression sexuelle, deux petites filles ainsi qu'un petit garçon. Ce sont les deux petites filles qui ont remonté les faits à leurs parents. Pour le garçon, ce sont des agents de la crèche qui ont alerté les parents sur des soupçons de violence sexuelle.

Sur le groupe Facebook Les mamans de Rouen (et les papas), les messages d'inquiétude de parents se succèdent. Parmi elles, Myriam Tendil, dont le petit garçon est inscrit à crèche Pierre de Lune, a posté un message afin de savoir si certains ou certaines possédaient davantage d'informations sur ces soupçons de violences sexuelles sur mineur.

En commentaires, de nombreuses personnes sont choquées d'apprendre la nouvelle sur les réseaux sociaux : *"Je suis totalement sidérée d'apprendre cette nouvelle de cette façon. Vraiment honteux ! Je ne sais pas comment je vais passer le week-end !"*, écrit l'une d'entre elles.

Je suis profondément choquée, inquiète et traumatisée depuis que j'ai découvert cette affaire.

Mère d'un petit garçon inscrit à la crèche municipale Pierre de Lune

Une autre maman qui a appris la nouvelle sur Facebook, abonde dans le même sens : *"Ce qu'il se passe est inadmissible, et le manque total de communication et de transparence de la part de la crèche et de la mairie est profondément irrespectueux envers les parents. J'attends mardi avec impatience afin d'obtenir des réponses claires"*.

Une autre mère de famille dont le petit garçon est dans la section de l'agent visé par une plainte est très inquiète depuis vendredi soir : *"En tant que mère, c'est insupportable d'imaginer que mon fils ait pu être exposé et mis en danger dans un endroit où je pensais qu'il était en sécurité et protégé, surtout que ça nous arrive de lui déposer les matins et qu'il se retrouve seul avec ce monsieur."*

Depuis hier, je dors mal, je me pose énormément de questions et j'attends des réponses.

Mère d'un petit garçon inscrit à la crèche municipale Pierre de Lune

"Ce qui me révolte aussi, c'est d'apprendre que la crèche a gardé le silence alors que des parents confiaient leurs enfants chaque jour en toute confiance", ajoute-t-elle.

La direction de la crèche Pierre de Lune a finalement envoyé un mail samedi matin vers 11h30. Le message annonce l'organisation d'une *"réunion d'information à destination des parents le mercredi 27 mai 2026"*. L'établissement assure également rester disponible et à l'écoute des familles.

Un message qui arrive beaucoup trop tard selon Myriam Tendil qui dit *"ne pas s'être sentie considérée"* par la crèche. Elle regrette aussi que la réunion prévue mercredi n'ait pas été organisée plus tôt. *"En attendant, tout le week-end va passer, on est sans réponses. Toutes les familles sont inquiètes. Et mardi, on va amener nos enfants à la crèche comme si de rien n'était"*, confie-t-elle.

C'est pour toutes ces raisons que Myriam Tendil, mère d'un petit garçon à la crèche Pierre de Lune, a créé [une pétition afin de mobiliser les parents](#). *"J'ai décidé de lancer cette pétition pour qu'il y ait un collectif de parents qui puissent se montrer et qu'on puisse s'unir face à cette tragédie"*, explique-t-elle.

L'objectif de cette pétition est d'abord de dénoncer le manque de communication de la crèche autour de cette affaire. Elle vise également à demander que des mesures soient rapidement prises afin de comprendre comment de tels faits ont pu se produire.

J'étais en contact avec d'autres familles, elles sont dans une angoisse sans nom, on se demande comment on va passer le week-end.

Myriam Tendil, mère d'un petit garçon à la crèche Pierre de Lune à Rouen

"On a plein de questions, est-ce qu'un enfant peut être seul avec un adulte ? Est-ce qu'il y a eu des complicités ? On veut comprendre comment, si c'est avéré, ça a pu être possible", questionne Myriam.

Enfin, un dernier point de la pétition aborde plus largement la crise que traverse le secteur de la petite enfance (manque de moyens, pénurie de recrutements) et les tragédies qui en découlent par conséquent.

Myriam Tendil se dit inquiète car même si son fils n'est pas dans la section concernée par l'agent visé par une plainte, elle sait que *"le soir parfois, les personnels tournent entre les sections"*. Le doute et l'inquiétude subsistent donc pour cette mère de famille qui pensait être à l'abri de ce type de faits en inscrivant son enfant dans une crèche publique.

"J'ai aussi reçu des messages de mamans paniquées dont leur enfants étaient avec l'agent incriminé il y a plus de 10 ans. Sauf qu'elles en plus, elles sont complètement exclues de toute communication de la part de la crèche", ajoute Myriam.

Elizabeth Labaye, adjointe en charge des écoles et enfance à la mairie de Rouen estime qu'il est essentiel que les parents se mobilisent : *"Je comprends parfaitement l'angoisse des parents, je leur dis que je suis avec eux et je reste à leur entière disposition."*

Elizabeth Labaye nous a indiqué que dès les premiers signalements de violences sexuelles, les agents ont directement été écartés. Elle insiste : *"Dès qu'il y a suspicion, on suspend l'agent le temps que l'enquête se fasse. La présomption d'innocence reste mais on doit croire les enfants, c'est très important."*

La parole de l'enfant a trop longtemps été occulté.

Elizabeth Labaye, adjointe en charge des écoles et enfance à la mairie de Rouen

Une enquête judiciaire a été ouverte *"suite à un signalement effectué par la Ville de Rouen pour agression sexuelle sur mineurs"*, a indiqué le procureur de la République de Rouen à nos confrères d'[ICI Normandie \(radio\)](#).

Selon nos informations, dans la crèche Pierre de Lune, c'est un homme de 49 ans, auxiliaire de puériculture, employé dans la crèche depuis plusieurs années qui fait l'objet d'une plainte. C'est le cas aussi d'une jeune femme, 26 ans et apprentie.

Pour ce qui est de l'école du Hameau des Brouettes, il s'agirait d'un

homme âgé de 26 ans, animateur, qui fait l'objet de la troisième plainte.

Elizabeth Labaye, adjointe en charge des écoles et enfance à la mairie de Rouen précise aussi que le recrutement des personnels en crèche ou dans les écoles fait toujours l'objet d'une vérification des antécédents judiciaires. En l'occurrence, selon elle, les trois personnes visées ne possèdent aucun casier judiciaire.

Agressions sexuelles sur des enfants : des agents de la Ville de Rouen suspendus dans une crèche et une école

Yann Rivallan

3-4 minutes

Après des dépôts de plaintes pour des faits supposés d'agressions sexuelles sur des enfants dans une crèche et une école, trois agents de la Ville de Rouen ont été suspendus.

Sur le même thème

[Education](#)

[Petite enfance](#)

[Violences sexuelles](#)



Deux agents d'une crèche et un autre d'une école ont été suspendus par la Ville de Rouen. Ils sont suspectés d'avoir commis des agressions sexuelles sur des enfants. (©Adobe Stock/Illustration)

Par [Yann Rivallan](#) Publié le 23 mai 2026 à 11h22

C'est une nouvelle qui n'est pas sans rappeler l'affaire des violences sexuelles dans [le périscolaire à Paris](#). Dans un communiqué de presse envoyé vendredi 22 mai 2026, la Ville de [Rouen](#) annonce avoir **suspendu trois agents** après la révélation de faits d'**agressions sexuelles** sur des enfants. Selon ce communiqué, deux agents d'une crèche rouennaise et un autre d'une école de la rive gauche sont visés.

Deux agents suspendus dans une crèche

D'après nos informations, ces suspensions interviennent après le **dépôt de trois plaintes**. Conformément à la réglementation, les agents concernés sont immédiatement éloignés des enfants et **suspendus à titre conservatoire** pendant la durée de l'enquête. Ils restent, pour l'heure, présumés innocents.

Selon la Ville de Rouen, « deux de ces plaintes concernent la **crèche municipale Pierre de Lune** », juste derrière le Conservatoire. La municipalité indique par ailleurs avoir procédé « à un signalement auprès du procureur de la République », après des entretiens menés avec les familles et des investigations internes. Selon nos informations, une enquête judiciaire est depuis ouverte par le parquet de Rouen.

Deux personnes, **un homme et une femme**, sont mis en cause dans cet établissement, nous confirme Sébastien Gallois, le procureur de la République de Rouen.

Un troisième agent d'une école concerné

La troisième plainte déposée « concerne un agent d'un Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) », précise la Ville. Il exerçait encore récemment des activités extrascolaires et périscolaires dans **l'école du Hameau des Brouettes**, dans le quartier du Jardin des Plantes, sur la rive gauche.

Nous n'avons, pour le moment, pas plus de détails sur les avancées de cette enquête. La Ville de Rouen assure de son côté être « à la pleine disposition des familles concernées, qui ont toutes été contactées ou reçues, tout en respectant naturellement le secret de l'instruction ». Des audits sont également en cours dans la crèche et l'école concernée.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Rouen : des agents de la ville suspendus après des soupçons d'agressions sexuelles dans une crèche, une enquête ouverte

Le Parisien avec AFP

~2 minutes

Une enquête a été ouverte sur [des soupçons de violences sexuelles](#) dans une crèche de Rouen, a-t-on appris vendredi auprès du parquet de la ville.

L'enquête visant « un homme et une femme » a été ouverte à la suite d'un « signalement effectué par la ville de Rouen pour agression sexuelle sur mineurs », a indiqué le procureur Sébastien Gallois, confirmant une information du média normand [Le Poulpe](#).

Selon une source contactée par le média en ligne d'investigation, la municipalité évoque « deux plaintes » déposées - tandis que le parquet en évoque une seule.

Selon cette même source citée par Le Poulpe, les deux agents mis en cause ont été « suspendus de leurs fonctions à titre conservatoire dans l'attente des résultats de l'enquête pénale ».

À voir aussi

De nombreuses affaires

En outre, la mairie de Rouen a indiqué avoir déposé une troisième plainte, cette fois-ci à l'encontre d'un animateur périscolaire officiant dans une école maternelle de Rouen. Cet agent a, lui aussi, été « éloigné des enfants et suspendu à titre conservatoire ».

Interrogé sur ce dossier, le procureur a indiqué au Poulpe ne pas avoir « encore été destinataire d'un signalement ».

Cette enquête fait écho aux révélations depuis un an [d'affaires de violences sexuelles sur des enfants à Paris](#), lors d'activités organisées dans les écoles en marge des temps d'enseignement.

[2/2] La fausse agression du RER D

Écouter

Depuis début 2026, 78 animateurs ont été suspendus dans les écoles parisiennes, dont 31 pour des suspicions de violences sexuelles.

Soupçons de violences sexuelles dans une crèche de la ville de Rouen

Le Poulpe

~4 minutes

Par Manuel Sanson - le 22/05/2026 à 19h30

Selon les informations du Poulpe, plusieurs agents de la ville de Rouen sont mis en cause pour des soupçons de violences sexuelles commises à l'encontre d'enfants. Une enquête pénale est en cours tandis que les personnes visées ont été suspendues à titre conservatoire.

Ce qu'il convient désormais d'appeler le [scandale du périscolaire à Paris](#) serait-il en passe d'éclabousser Rouen ? Si nous n'en sommes pas encore là en termes de nombres de cas, de récentes informations glanées par *Le Poulpe* vont dans ce sens.

« Une enquête est en cours suite à un signalement effectué par la ville de Rouen pour agressions sexuelles sur mineurs. Les mis en cause sont un homme et une femme », renseigne le procureur de la République concernant un premier dossier touchant deux agents affectés à la crèche Pierre de Lune, installée dans le quartier Croix de Pierre. Selon le magistrat, « une plainte a été déposée à ce jour ».

Une source interne à la municipalité évoque « deux plaintes de déposées » tout en confirmant « la transmission d'un signalement au titre de l'article 40 ». Selon cette même source, les deux agents mis en cause auraient déjà été entendus par la police. « On nous a parlé d'agressions physiques à caractère sexuel », renseigne, quant à elle, une source syndicale.

"Trois plaintes relatives à la protection de l'enfance, mettant en cause trois agents municipaux"

Selon cette même source, les deux agents ont été suspendus de leurs fonctions à titre conservatoire dans l'attente des résultats de l'enquête pénale. Selon nos informations, une communication interne de la ville aux syndicats mentionnerait trois dossiers distincts, deux relatifs à la crèche Pierre de Lune et un troisième concernant un animateur du périscolaire à

l'école maternelle Hameau des Brouettes.

Interrogé sur ce dossier supplémentaire, le procureur de la République indique ne pas avoir « *encore été destinataire d'un signalement* ». Une source municipale évoque un dépôt de plainte de la famille à propos de ce troisième cas.

Sollicitée ce soir par *Le Poulpe*, la ville de Rouen confirme dans sa réponse, adressée dans la foulée à différents journalistes, le dépôt de « *trois plaintes relatives à la protection de l'enfance, mettant en cause trois agents municipaux* ».

Selon la collectivité, deux concernent la crèche municipale Pierre de Lune tandis que la troisième a trait à « *un agent d'un accueil de loisirs sans hébergement, intervenant dans le cadre des activités extrascolaires et périscolaires de l'école Hameau des Brouettes* ».

« *Cette personne avait été recrutée conformément aux qualifications requises et après vérification de son absence au fichier national des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes* », ajoute la ville affirmant « *traiter[le dossier] avec la plus grande rigueur, en application des principes de protection des enfants, de précaution et de présomption d'innocence* ».

Ce troisième agent a, lui aussi, été « *éloigné des enfants et suspendu à titre conservatoire* », selon la collectivité. En parallèle, la ville de Rouen annonce avoir engagé « *des audits organisationnels des structures concernées* ».

Etretat. Un incendie se déclare dans un restaurant du centre-ville, une trentaine de pompiers déployés sur place

Alexandre Leno

~2 minutes

D'après les pompiers de Seine-Maritime qui ont fait bilan de l'intervention peu avant 19h, dimanche 24 mai, l'incendie s'est déclaré vers 13h40 dans le restaurant "La Flottille" à Etretat, au niveau de la cheminée, avant de se propager à l'étage et aux combles. Les 60 clients, 9 employés et le propriétaire ont été évacués rapidement. En tout 37 sapeurs-pompiers et 11 engins, mobilisant trois lances à incendie, ont été nécessaires pour venir à bout des flammes vers 17h35 et *"les dégâts ont pu être limités"*. L'intervention n'a nécessité aucune hospitalisation bien que 5 personnes aient inhalé des fumées. Trois personnes ont dû être relogées et l'incendie entraîne le chômage technique de neuf employés.

"Le feu a été très localisé. Le plus complexe était l'environnement autour de l'intervention, avec une circulation difficile et de nombreuses personnes dans le secteur", a confié le porte-parole du Service d'incendie et de secours de Seine-Maritime interrogé par nos confrères du Courrier Cauchois.

Les sapeurs-pompiers sont intervenus, dimanche 24 mai, à Etretat pour un incendie survenu dans le restaurant La Flottille situé dans le centre-ville, rue Alphonse-Karr. Le feu serait parti des cuisines de l'établissement vers 13h40. A l'arrivée des premiers soldats du feu, les moyens de secours étaient toujours en transit.

Sept engins sur place

On ignore pour l'heure s'il y a des blessés. En tout, 20 sapeurs-pompiers ont été déployés sur cette intervention et soutenus 7 engins afin de maîtriser rapidement le sinistre et de sécuriser les lieux. En pleine intervention vers 14h, les pompiers recommandaient d'éviter le secteur pour faciliter l'accès et les manœuvres des secours.

Incendie au restaurant La Flottille à Étretat : une quarantaine de pompiers mobilisés, cinq personnes

Suzelle Gaube

5-6 minutes

Un départ de feu s'est produit au niveau du conduit de cheminée d'un restaurant à Étretat, dimanche 24 mai 2026, en milieu de journée. L'intervention a mobilisé de nombreux pompiers.



Par Suzelle GAUBE (avec Isabelle Arson)

Publié: 24 Mai 2026 à 14h28 Modifié: 24 Mai 2026 à 19h15 Temps de lecture: 1 min

Les pompiers ont été alertés vers 13h40. « *Un feu de cuisine* » a été constaté au sein de l'établissement [La Flottille](#) à Étretat, entre Le Havre et Fécamp, d'après les pompiers. Le restaurant est situé au 22 rue Alphonse-Karr.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Une propagation aux combles

À bord de nombreux engins, une quarantaine de pompiers ont été mobilisés. Le centre opérationnel départemental d'incendie et de secours conseille d'« *éviter le secteur* ». Selon les pompiers, le feu a pris au niveau d'un conduit de cheminée du restaurant, dont la spécialité est la grillade au feu de bois. L'incendie s'est alors propagé à la toiture du bâtiment – comme en attestent les photos prises par drone par les pompiers. Les flammes sont allées jusqu'aux combles où se trouvent deux habitations, selon les pompiers. Les logements étaient vides d'occupants quand les faits se sont produits : un couple et une personne âgée devraient être relogés, indiquent les pompiers.



Les pompiers ont dû se positionner en hauteur pour éteindre l'incendie qui s'est propagé au niveau des combles du bâtiment. - SDIS 76

Les gendarmes ont rapidement bloqué la circulation rue Alphonse-Karr, mais aussi dans « *les rues perpendiculaires, pour permettre aux véhicules des pompiers d'accéder plus facilement sur le lieu de l'intervention* », précisent les gendarmes. La circulation a pu reprendre dans ces rues-là vers 16h30. À 17h30, la rue Alphonse-Karr était toujours fermée, les soldats du feu étant toujours en action.

Cinq personnes incommodées

D'après le patron d'un établissement situé dans la même rue, de nombreux clients étaient présents dans la salle de restaurant La Flottille quand ils ont dû évacuer les lieux : « *J'étais concentré sur mon service, mais j'ai vu plein de monde sortir de La Flottille* ». Une soixantaine de personnes – clients et personnels – ont en effet été évacuées. Cinq personnes ont été légèrement incommodées : trois clients et deux employés. Examinés sur place par les pompiers, ils n'ont pas été transportés.





Plusieurs engins de pompiers ont été mobilisés. - Paris Normandie

Le personnel au chômage technique



Une quarantaine de soldats du feu sont intervenus pour mettre fin au sinistre. - Paris Normandie

Les établissements situés à proximité de La Flottille ont également été évacués, le temps de s'assurer de la non-propagation du feu, indiquent les gendarmes contactés par Paris Normandie. L'intervention des pompiers a nécessité deux grandes échelles et deux lances à incendie.



L'incendie et ses conséquences ont attiré de nombreux badauds. - Paris Normandie

D'après les pompiers, le personnel de l'établissement, soit une dizaine de

personnes, est au chômage technique : au-delà de l'incendie qui a endommagé la cheminée, le restaurant est inondé de par l'eau utilisée par les pompiers pour éteindre l'incendie.

Lire aussi

[Cannabis, ecstasy, cocaïne... par « appât du gain », il vendait de la drogue dans les rues du Havre](#)

[Le Havre. Un pavillon détruit par un incendie rue de la Bigne-à-Fosse](#)

[Fêtes de quartiers 2026 au Havre : on vous dit où et quand participer à des animations gratuites](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[SNCF : trafic perturbé entre Paris et la Normandie après la panne d'un train de marchandises](#)



[Cannabis, ecstasy, cocaïne... par « appât du gain », il vendait de la drogue dans les rues du Havre](#)

[Photos + vidéo] Etretat. "On a échappé au pire" : ce que l'on sait sur l'incendie survenu dans un restaurant

Luc Gallais

4-5 minutes

En ce dimanche d'affluence dans ce long week-end de la Pentecôte, un incendie a touché un restaurant de la commune balnéaire. Il s'agit de La Flottille, qui se trouve dans la [rue Alphonse Karr](#).

- **A lire aussi.** [Etretat. Stationnement sauvage : plus de 200 personnes verbalisées en seulement deux jours](#)

L'incident s'est déclaré peu après 13h30 dans les cuisines du restaurant. Les clients ont rapidement quitté les lieux au début de l'incident. A 17h, les pompiers étaient toujours en intervention autour de la cheminée. Le feu est désormais maîtrisé.



Le Service départemental d'incendie et de secours conseille d'éviter le secteur le temps de l'intervention, toujours en cours. - Luc Gallais



Vingt pompiers, aidés de sept engins, sont actuellement mobilisés -
Evelyne Vignals



Au départ, l'ensemble de la rue, ainsi que les établissements voisins, ont
été évacués. - Luc Gallais

Périmètre de sécurité élargi

La rue Alphonse-Karr a longtemps été fermée à la circulation, tout comme plusieurs rues autour, un périmètre de sécurité a été progressivement élargi. Au départ, l'ensemble de la rue, ainsi que les établissements voisins, ont été évacués.



Sept engins étaient mobilisés - Luc Gallais

Un télépilote de drone est également intervenue sur le secteur du sinistre.



Un télépilote de drone intervient également sur le secteur du sinistre -
Evelyne Vignals

"Le feu provient de la cheminée"

Mobilisés en nombre depuis 13h45, les sapeurs-pompiers avaient réduit tout risque de propagation en milieu d'après-midi. *"Le feu provient selon les premières constatations de la cheminée, indique l'officier presse du Sdis. Il n'y a pas eu de propagation à d'autres bâtiments. Soixante personnes ainsi que neuf employés du restaurant ainsi que le propriétaire ont été évacués."* Le sinistre a été éteint au moyen de trois lances à incendie, dont une par l'extérieur déployée au moyen d'une grande échelle. *"Cinq personnes ont été légèrement incommodées par les fumées, elles ont été consultées par un infirmier sapeur-pompier. Leur état de santé n'a pas nécessité d'hospitalisation."* L'électricité a été coupée par des agents Enedis, sans impacter les commerces aux alentours. Sur place, des gendarmes, la police municipale et la première adjointe au maire d'Etretat étaient également présents.

37 pompiers mobilisés

Au total 37 sapeurs-pompiers et onze engins ont été dépêchés pour cette intervention, en provenance des casernes d'Etretat, Fécamp, Angerville-l'Orcher et Criquetot-l'Esneval. Du chômage technique pour les neuf employés a été décrété. *"Le feu a été très localisé. Le plus complexe était l'environnement autour de l'intervention, avec une circulation difficile et de nombreuses personnes dans le secteur"*, explique le porte-parole du Sdis.

"Ce qui nous a sauvés, c'est le petit espace entre les habitations"

Aux alentours de 17 heures, l'opération des sapeurs-pompiers se poursuivait, certains soldats du feu étaient en train d'œuvrer au dernier étage autour de la cheminée de la Flottille d'où est parti le sinistre. Quelques éléments de la toiture ont été retirés. Au-dessus du restaurant, on trouve un gîte et des logements pour les salariés. D'ailleurs, trois personnes vont être relogées suite à cet incendie. Une surveillance va se poursuivre jusqu'en début de soirée, mais le dispositif va s'alléger peu à peu. *"On n'était pas loin du feu, on a échappé au pire"*, admet le gérant de la galerie d'art et objets de décoration La Maison Mer, située à proximité même du restaurant. *Les flammes jaillissaient du haut de la cheminée. Ce qui nous a sauvés, c'est le petit espace entre les habitations. On finissait de manger et des gens nous ont alertés vers 13h30 en demandant de vite sortir."* A noter que la solidarité a animé les commerçants aux alentours, certains ont offert des tiramisus aux soldats du feu tandis que d'autres proposaient déjà des relogements.

"60 clients étaient à l'intérieur de la salle" : un restaurant touché par un incendie à Etretat

Léna Thobie-Gorce

3-4 minutes

Un incendie s'est déclaré ce dimanche 24 mai 2026 vers 13h30 dans la cuisine du restaurant "La Flottille" à Étretat en Seine-Maritime.

L'intervention s'est avérée difficile, 50 pompiers étaient mobilisés.

Les pompiers ont été dépêchés vers 13h30, ce dimanche 24 mai 2026, pour un incendie qui s'est déclaré dans un restaurant à Étretat, en Seine-Maritime. Le feu aurait pris dans la cuisine de l'établissement "La Flottille", situé non loin de la plage.

Au moment du départ de feu, *"l'établissement était en exploitation, 60 clients étaient à l'intérieur de la salle de restauration, 9 employés plus le propriétaire. L'intégralité des personnes présentes ont été évacuées"*, explique Vincent Hello, chef de colonne du secteur le Havre.

"On déplore quelques intoxiqués dans les personnes présentes, mais après un bilan de santé, elles ont pu regagner leur domicile sans problème", ajoute-t-il.

[Les pompiers ont fermé la rue à la circulation le temps de l'intervention sur l'incendie du restaurant à Etretat. • © France Télévisions](#)

Alors que le centre-ville d'Étretat est très fréquenté à l'occasion de ce week-end de Pentecôte, les pompiers ont indiqué avoir fermé la rue à la circulation. Selon le chef des pompiers présent sur place, l'intervention a été très difficile en raison du lieu exigu du restaurant.

"C'est un incendie, on va dire classique, mais dans un environnement particulier, puisqu'on est sur des structures de construction anciennes, dans un cœur historique, avec du bois, des parois qui sont cachées, des toits qui sont recoupés et qui ne sont pas forcément accessibles depuis la voie publique", explique Vincent Hello, chef de colonne du secteur le Havre.

La cause de l'incendie n'est pas encore connue. À l'origine, le feu est parti du four à bois.

Les pompiers craignaient une propagation du feu dans les combles. Celle-ci a finalement pu être évitée. Les saisonniers qui y séjournent ont déjà pu bénéficier de la solidarité d'autres commerçants puisque d'après la première adjointe, Marie-Laure Ducamp, ces derniers ont déjà pu être relogés.

[Sept engins de pompiers ont été mobilisés pour l'incendie du restaurant à Etretat. • © France Télévisions](#)

Au total, 50 sapeurs-pompiers ont été mobilisés avec sept engins. Aucun blessé n'est à déplorer.

Incendie dans un restaurant à Étretat : cinq personnes ont inhalé des fumées, trois autres ont été relogées

Vanessa Leroy

~3 minutes

Un incendie s'est déclaré vers 13h30 ce dimanche 24 mai dans la cuisine d'un restaurant à Étretat. Cinq personnes ont inhalé des fumées. Les salariés sont au chômage technique.

Sur le même thème

[Falaises d'Étretat](#)

[Incendie](#)

[Pompiers](#)



Un incendie s'est déclaré vers 13h30 ce dimanche 24 mai 2026 dans un restaurant à Étretat. Cinq personnes ont inhalé des fumées et trois autres ont dû être relogées. Le feu est désormais éteint. (©Photo transmise par le Sdis 76)

Par [Vanessa Leroy](#) Publié le 24 mai 2026 à 14h12 ; mis à jour le 24 mai 2026 à 17h43

Mise à jour le 24 mai 2026 à 18h50. On en sait un peu plus sur l'incendie qui s'est déroulée à Étretat peu après 13h30. Lors du départ de l'incendie, « 60 clients, 9 employés et le propriétaire » présents dans le restaurant La Flotille ont été évacués par les pompiers, indique le Sdis 76. Et de

préciser : « L'incendie était situé au niveau de la cheminée et s'est propagé à l'étage et aux combles. » A l'aide de trois lances à incendie (deux par l'intérieur et une par l'extérieur à l'aide de la grande échelle), les pompiers au nombre de 37 au plus fort de l'intervention ont pu limiter les dégâts .

Cinq personnes ont inhalé des fumées. « Après contrôle avec le service médical pompier, aucun transport n'a été nécessaire. » Trois personnes ont dû être relogées. Les neuf salariés sont au chômage technique. L'incendie a été entièrement éteint à 17h35.

Il est 13h38 ce dimanche 24 mai 2026 quand le Service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime est appelé pour **un incendie dans un restaurant** de la station balnéaire d'[Étretat](#) très prisée en ce long week-end de Pentecôte.

L'établissement touché est **le restaurant La Flotille** situé au 22 de la rue Alphonse-Karr, non loin de la promenade de la plage.

Les pompiers et la préfecture conseillent d'éviter le secteur

Vingt sapeurs-pompiers sont dépêchés sur place au moyen de sept engins.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Une opération sécurité menée auprès des plaisanciers du port de Fécamp

Paris Normandie

~2 minutes

Les plaisanciers de Fécamp vont pouvoir partir naviguer l'esprit serein. Les agents des Affaires Maritimes sont allés à la rencontre des membres de l'Association des pêcheurs plaisanciers de Fécamp (APPF). Ils étaient tous volontaires pour présenter leur bateau afin de voir si tout était en règle avant la saison.

De mieux en mieux au fil des années

Rattachés à la [Direction départementale des territoires et de la mer](#) (DDTM), un agent du Havre et trois de Dieppe ont donc visité dix-sept embarcations. « *Il s'agit d'un contrôle pédagogique et nous remarquons une grosse amélioration au fil des années* », disent-ils. Cela fait presque dix ans que ce partenariat existe. Quatorze points doivent être en conformité avec l'équipement de sécurité des navires de plaisance option « côtier ». Pour le hauturier, on multiplie par deux.

L'atmosphère se détend rapidement et les agents en profitent pour donner des conseils toujours axés sur la sécurité. « *Paradoxalement, les navigateurs oublient souvent de mettre les gilets de sauvetage sur les bateaux à coque dure. Par contre, c'est un réflexe sur les semi-rigides. Alors que le danger est le même* ». Quelques habitudes ont la peau dure.

Rouen. Des policiers stoppent des automobilistes très pressés sur le pont Flaubert

Luc Gallais

1-2 minutes

Halte aux chauffards. Jeudi 21 mai, en fin de journée, des policiers ont mené une opération de contrôle de la vitesse et d'alcoolémie sur le pont Flaubert à Rouen. Sur cet ouvrage, la circulation est limitée à 50km/h. Les forces de l'ordre ont flashé plusieurs automobilistes roulant bien au-delà de la vitesse autorisée, avec de très grands excès de vitesse.

- **A lire aussi.** [Soupçons de violences sexuelles sur mineurs : trois plaintes déposées par la Ville, le parquet ouvre une enquête](#)

113km/h au lieu de 50

Parmi les nombreuses infractions relevées, le podium est assez marquant, avec des pointes à 113km/h, 108km/h et 102km/h. Ces automobilistes devront répondre devant la justice pour ces excès qui peuvent amener à un retrait de 6 points sur permis de conduire et une suspension de 3 ans du permis. La police précise que deux véhicules ont été directement envoyés à la fourrière.

[Actualisé] Gonfreville-l'Orcher. Un incendie est survenu en pleine nuit dans la raffinerie de TotalEnergies

Luc Gallais

~3 minutes

Un panache de feu visible au loin, de la fumée noire également. Vers 1 heure du matin, dimanche 24 mai, dans le secteur de [Gonfreville-l'Orcher](#) et de la zone industrialo-portuaire du Havre, la crainte a gagné les rangs de plusieurs habitants lorsqu'ils ont aperçu au loin un incendie sur la zone de la plateforme de Normandie de TotalEnergies.

- **A lire aussi.** [Chute mortelle d'un ouvrier à Gonfreville-l'Orcher. TotalEnergies et Bataille déclarés coupables, le soulagement pour la veuve de la victime](#)

"Un incident technique" pour TotalEnergies

Sur la plateforme Allo Industrie Le Havre, le groupe industriel évoque des épisodes de torchage consécutifs à *"un incident technique"* qui *"a entraîné le déclenchement de certaines unités de la raffinerie. Les équipes procèdent à la mise en sécurité des installations, entraînant des émissions à la torche visible de l'extérieur du site. Les autorités compétentes ont été prévenues."* Contactée, la préfecture de Seine-Maritime précise que *"l'incendie a été traité uniquement par le biais de moyens internes"*, par les pompiers du site industriel.

"Un feu d'un transformateur électrique", confirme Total Energies

En milieu de matinée, la cellule d'astreinte de la plateforme TotalEnergies a apporté plus de précisions sur la nature de cet incident, confirmant un incendie. *"Un feu s'est déclaré vers 23h45, il a été détecté par un membre de la plateforme sur un transformateur, un gros poste électrique alimentant uniquement la raffinerie et non la partie pétrochimique."* Cet incendie a été rapidement maîtrisé. *"Il était centralisé sur ce poste. En moins d'une heure, le feu était maîtrisé par nos pompiers sur le site et complètement éteint entre 0h30 et 1 heure du matin."* Cet *"évènement perceptible"*, qui n'a pas nécessité d'évacuation ou de déclenchement

d'un plan d'opération interne (POI), a toutefois eu des conséquences sur l'activité de la raffinerie. "*Certaines unités alimentées par ce transformateur ont été obligées de s'arrêter, cela entraîne des phénomènes de torche qui pourront durer au moins 48 heures le temps de redémarrer les unités impactées*", détaille TotalEnergies. Le groupe industriel a été en contact avec le Sdis, la préfecture et la Dreal et précise qu'aucun blessé n'est à déplorer. "*Un état des lieux des unités va s'opérer, en vue d'un retour à la normale.*"

Des flammes visibles à la raffinerie Total près du Havre cette nuit

Léna Thobie-Gorce

~2 minutes

Dans la nuit de samedi 24 à dimanche 25 mai, des flammes étaient visibles sur la zone industrielle de Gonfreville-l'Orcher près du Havre. TotalEnergies a indiqué qu'il s'agissait d'un incident technique.

Sur les réseaux sociaux, le compte Facebook Infos Trafic Le Havre, a publié une vidéo vers 1h du matin montrant des flammes sur le site de TotalEnergies à Gonfreville-l'Orcher (Seine-Maritime).

Sous le post Facebook, une centaine de commentaires. Plusieurs internautes se montrent inquiets. Certains affirment qu'il s'agirait d'un incendie d'un transformateur électrique.

Ce type d'incendie peut avoir des conséquences sur la production au sein de la raffinerie. Dans ces cas-là, Total réalise des torchages. Cela consiste à brûler l'excès de gaz qui s'échappe des puits pour évacuer le trop-plein de gaz accumulé dans les tuyaux. Les flammes visibles de l'extérieur du site cette nuit serait donc liées à cette épisode de torchage.

Contactée, la préfecture de Seine-Maritime confirme qu'"*un incendie a été maîtrisé en interne sans que l'exploitant n'ait besoin de déclencher son POI (plan d'opération interne).*"

De son côté, TotalEnergies a indiqué sur le [site Allo Industrie](#) que cette nuit "*à 1h00, un incident technique a entraîné le déclenchement de certaines unités de la Raffinerie.*"

"*Les équipes procèdent à la mise en sécurité des installations, entraînant des émissions à la torche visible de l'extérieur du site. Les autorités compétentes ont été prévenues*", est-il également précisé.

Enfin, TotalEnergies présente ses excuses pour la gêne occasionnée et indique tenir informé de l'évolution de la situation.

"Il faut poursuivre le travail" : à la Neuville-Chant-d'Oisel, le maire souhaite encore plus sécuriser la D6014

5-7 minutes

Julien Demazure, maire de la Neuville-Chant-d'Oisel. © Radio France - Radio France

Diffusé le mardi 26 mai 2026 à 7:44

Publié le mardi 26 mai 2026 à 7:44

Le décès d'Aline, une cycliste de 36 ans au niveau de la Neuville-Chant-d'Oisel sur la départementale 6014 relance la question de la sécurité autour de la route de Paris, sur cet axe, très emprunté. Le maire de cette commune à l'est de Rouen, Julien Demazure, était notre invité ce mardi 26 mai 2025.

Un peu plus de deux semaines après le décès [d'Aline](#), 36 ans, percutée par un automobiliste sur la départementale 6014 à la Neuville-Chant-d'Oisel près de Rouen, la question sur la sécurité de cet axe est de nouveau relancée. Des aménagements sont demandés depuis des années par les habitants du plateau Est. "C'est une route qui connaît un trafic important, quasiment **10.000 véhicules par jour**. Et puis c'est un axe qui connaît aussi des convois exceptionnels donc il y a différents flux à traiter, des convois de type de transport de pâles d'éoliennes ou des choses de ce type-là", commence par expliquer Julien Demazure, le maire de cette commune.

"On a pu mener différentes **phases de travaux au cours de ces dernières années** sur la route de Paris, notamment à l'intersection de la RD 13 et de la RD 6014 avec le rond-point Cacahuète notamment", poursuit l'édile de cette commune depuis 2014. Ce rond-point a vu le jour en 2021 et a coûté 700.000 euros. "Au niveau de la section RD 13 et RD 6014 mais bien en amont, la route de Paris a connu des requalifications importantes, à Franqueville-Saint-Pierre, à Boos. Il y a des **aménagements cyclables** qui sont d'ailleurs en construction, existants entre Franqueville et Boos. Boos va poursuivre d'ailleurs sa piste cyclable jusqu'au hameau de Franquevillette", détaille Julien Demazure, le maire de la Neuville-Chant-d'Oisel.

*"Il y a également une piste cyclable sur la route des Andelys qui est en cours de construction entre Boos et la Neuville-Chant-d'Oisel, donc c'est **un secteur qui est en cours d'aménagement**, mais naturellement ce drame rappelle l'importance de garder évidemment à l'esprit qu'il faut poursuivre le travail", renchérit-il.*

Le maire a sollicité la convocation d'une commission sécurité routière auprès de la métropole de Rouen. Elle aura lieu fin juin, début juillet, *"pour faire l'analyse de l'accident. Ces discussions seront menées dans la foulée pour voir quel type d'aménagement est envisagé pour **essayer d'améliorer encore la sécurité routière** sur ces axes. Mais je rappelle aussi que, malgré tous les aménagements routiers que l'on peut opérer, il y a quand même aussi l'importance que chaque conducteur puisse être vigilant, prudent sur la route, parce que **le comportement humain est** aussi un facteur qui a entraîné différents accidents ces dernières années sur cet axe"*, conclut Julien Demazure.

- [La Neuville-Chant-d'Oisel](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Écoutez d'autres épisodes de l'émission

[Passer la section](#)

Après la défaite du FC Rouen contre Laval (0-1) ce dimanche lors du barrage retour d'accession à la Ligue 2, le coordinateur sportif du club, Christophe Chareyre, revient sur ce match. Il commence aussi à dresser tout doucement le bilan de cette saison ce lundi sur ICI Normandie.

Le 25/05/2026

Lauréate du concours "Moteur!", Adèle, lycéenne de 16 ans, a pu monter les marches du festival de Cannes, ce jeudi 21 mai. Elle était l'invitée d'ICI Normandie pour témoigner de son expérience.

Le 22/05/2026

Sophie Ozanne, militante écologiste du collectif Coleau 27, est sous le coup d'un avertissement pénal probatoire, pour avoir participé à une manifestation non autorisée près du Neubourg en février dernier, contre la pollution de l'eau. Elle était l'invité d'ICI Normandie, ce jeudi.

Un camion heurte une fillette : une pétition dans cette école de Seine-Maritime pour sécuriser la route

Rédaction Dieppe

4-6 minutes

Les parents d'élèves de Fontaine-le-Dun ont lancé une pétition pour demander la sécurisation des abords de l'école. Un incident avec un camion s'est produit le 30 avril 2026.

Sur le même thème

[Circulation](#)

[Enfants](#)

Article réservé aux abonnés



Les parents du groupe scolaire souhaitent que la sécurité aux abords de l'école soit améliorée. ©Les Informations dieppoises

Par [Rédaction Dieppe](#) Publié le 25 mai 2026 à 12h06

Jeudi 30 avril 2026 à [Fontaine-le-Dun \(Seine-Maritime\)](#), alors que des enfants de l'école [Pierre-Giffard](#) et leurs accompagnatrices périscolaires traversaient la route départementale 70, un **camion** n'a pas pu s'arrêter. Grâce à l'avertisseur sonore actionné par le chauffeur, les adultes présents ont pu réagir et éviter le drame. Une petite fille a été légèrement **heurtée** par le camion puis elle est tombée. Elle s'en sort avec une bosse

à la tête mais elle va bien.

D'autres enfants présents ont été marqués par cet incident. Les parents d'élèves **s'inquiètent**. D'autant plus que la sécurité aux abords de l'école Pierre-Giffard est un sujet abordé **régulièrement** depuis des années à chaque conseil d'école.

La bonne réaction des encadrants

« Suite à l'incident, nous avons lancé une **pétition**. Nous sommes ensuite allés rencontrer le maire de Fontaine-le-Dun et le directeur des services à la population de la communauté de communes, [Nicolas Bertrand](#) », précise Hélène Delmas Saint Hilaire, une des parents d'élèves élue.

Les parents d'élèves pointent du doigt dans leur pétition « la vitesse **excessive** de certains véhicules, les stationnements inadaptés, la **visibilité réduite**, le manque d'aménagements sécurisés pour les piétons... Ces situations mettent en danger les enfants, mais aussi l'ensemble des familles ».

Nicolas Bertrand a envoyé un courrier aux parents d'élèves pour préciser les circonstances de l'incident et décrire l'action positive du personnel du périscolaire à cette occasion.

Il n'a jamais été question pour les parents d'élèves de remettre en cause le personnel du périscolaire mais de demander la **sécurisation** des abords de l'établissement, précisent les parents. « La sécurité des enfants demeure notre **priorité** absolue et nous restons mobilisés pour analyser cet événement avec la plus grande attention et en tirer toutes les conséquences utiles », souligne Nicolas Bertrand.

« Nous sommes inquiets »

Le maire, Philippe Étienne, qui a reçu les parents, a proposé dans un premier temps de refaire les **marquages** au sol des passages piétons, ceux de l'arrêt de bus et de la **zone 30**. D'autres options ont été évoquées lors de cette réunion mais elles doivent être confirmées puis appliquées.

Actuellement, il y a déjà des éléments en place comme des **ralentisseurs**, une zone 30 et sur le plan humain des agents communaux sécurisent les passages piétons. Mais pour les parents d'élèves de l'école Pierre-Giffard, c'est clairement **insuffisant**.

« Nous sommes inquiets pour nos enfants car l'incident du 30 avril n'est pas un fait isolé. Des incidents se produisent **régulièrement** une mère d'élève a été touchée par une voiture l'année dernière, une autre a failli se faire **renverser** il y a quelques semaines », témoigne Hélène Delmas Saint Hilaire.

« Protéger nos enfants »

D'ailleurs les parents d'élèves élus sont également à la recherche d'autres témoignages de personnes qui en venant à l'école ont vu ou vécu des **incidents** à proximité de celle-ci pour appuyer leur demande auprès des autorités compétentes.

« Nous voulons juste **protéger** nos enfants avec une meilleure sécurité aux abords de l'école », conclut Hélène Delmas Saint Hilaire. De leur côté, le maire Philippe Étienne et son premier adjoint Ludovic Alard indiquent qu'ils vont faire le point sur ce sujet, mercredi 27 mai, avec la communauté de communes de la Côte d'Albâtre.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Rouen : il menace de faire écraser par une voiture la directrice de la maison d'arrêt

Benoît Marin-Curtoud

4-5 minutes

Yanis A., 26 ans, en prison car soupçonné de tentative de meurtre, a été condamné par le tribunal correctionnel de Rouen à 10 mois de détention pour des menaces de mort sur la directrice de la prison.



Le prévenu, en détention car soupçonné de tentative de meurtre, avait menacé de mort la directrice de la prison de Rouen. - Photo illustration Stéphanie Péron-Clément



Par [Benoît Marin-Curtoud](#)

Publié: 25 Mai 2026 à 08h59 Temps de lecture: 1 min

« Je vais te faire percuter par une voiture pour 50 000 € », hurle, le 19 mai 2026, Yanis A. à la directrice de maison d'arrêt de [Rouen](#) alors qu'une fouille est organisée dans son secteur de détention et qu'il est frustré d'être placé à l'isolement. C'est pour ces graves menaces, ainsi que quelques insultes, que Yanis A., 26 ans, détenu car soupçonné de meurtre, a été condamné vendredi 22 mai 2026 à 10 mois de détention.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

L'incident survient le 19 mai vers 22h20 dans les profondeurs de [la prison Bonne-Nouvelle](#). Une fouille a été organisée et un détenu a choisi ce moment pour brûler quelques papiers, ce qui provoque quelques tensions.

Depuis sa cellule d'isolement, Yanis A. aperçoit la directrice et lui hurle ses menaces. Des paroles rendues d'autant plus graves que l'homme est mis en examen pour une tentative de meurtre à Châlons-en-Champagne et que le mode opératoire est identique à ses menaces. Il s'agit de « *payer une équipe* » pour écraser sur la route la victime.

Déjà incarcéré pour tentative de meurtre

Yanis A. reconnaît les menaces devant le tribunal mais ne les explique pas. « *Il fait référence à un mode opératoire qu'il a déjà utilisé* », plaide l'avocate de la directrice de la maison d'arrêt qui n'était pas présente à l'audience. « *Il faut prendre ces paroles au sérieux* ».

Même saisissement pour le procureur de la République qui condamne des menaces « *inqualifiables et inadmissibles* », qui souligne un délinquant d'habitude qui commet des faits « *de plus en plus graves* » (il a 13 mentions au casier judiciaire, a été incarcéré à au moins cinq reprises). « *Notre institution n'acceptera jamais la commission de faits de ce type* ».

La défense souligne qu'il ne s'agissait que de « *paroles déplacées* » lors d'un « *brouhaha indescriptible* ». Le tribunal a tranché : 10 mois avec maintien en détention.

Lire aussi



[De la DDAS au métier d'antiquaire... À Rouen, le parcours inspirant de Patrick Boussougant](#)



Cannabis, ecstasy, cocaïne... par « appât du gain », il vendait de la drogue dans les rues du Havre

Suzelle Gaube

5-7 minutes

Un Havrais de 27 ans a comparu devant le tribunal correctionnel du Havre pour avoir vendu des produits stupéfiants. Des faits commis du 1er avril au 16 mai 2026.



Pour le compte d'un autre, le prévenu vendait des produits stupéfiants au Havre. - Photographie.eu - stock.adobe.co



Par [Suzelle Gaube](#)

Publié: 26 Mai 2026 à 08h15 Temps de lecture: 1 min

Il a « mis le doigt dans un engrenage », à en croire le prévenu, résume la procureure. C'est ce que raconte Quentin, dans le box du tribunal correctionnel du Havre, lundi 18 mai 2026. Le jeune homme de 27 ans est poursuivi pour trafic de stupéfiants. Il a été interpellé par la police alors qu'il a été vu au volant d'une Clio, à l'arrêt, en train de vendre des [produits stupéfiants](#) à des clients, près du fort de Tourneville au Havre. Après avoir échangé avec les acheteurs de kétamine, la police a pu remonter sur le conducteur.

Tout un panel de drogues à son domicile

Ce dernier a été interpellé à son domicile qui a été perquisitionné : les policiers y ont trouvé « *deux boîtes à chaussure avec des enveloppes contenant des billets* ». Soit plus de 6 000 €. Mais aussi « *de la poudre blanche, de la matière brunâtre, une savonnette, un pochon d'herbe de cannabis, deux sacs de luxe, trois téléphones, des cocottes, et de la matière violette* », décrit la présidente. Au total, ils ont comptabilisé : 192,30 g de résine, 11,4 g d'herbe, 38 cachets d'ecstasy, 21,6 g de cocaïne. Une quantité destinée à sa [consommation](#) et à la vente, reconnaît le prévenu.

« J'ai eu le malheur de dire oui. Il ne m'a pas lâché. »

Dans le box, il explique : « *Mon père [qui occupe un poste à responsabilité, NDLR] a perdu son travail. Ça fait deux mois que je fais ça pour lui.* » Le jeune homme, qui consomme « *quatre à cinq joints par jour* » depuis ses 16 ans, s'est mis à cette activité par hasard. Dans le quartier du Volcan au Havre, « *j'ai bu ce soir-là, je l'ai rencontré, je ne le connaissais pas. Il m'a fait cette proposition de travailler pour lui. J'ai eu le malheur de dire oui, et il ne m'a pas lâché* ». Le Havrais assure n'être que livreur, à charge pour lui de trouver les clients dans la rue : « *J'organisais ma tournée.* » Sur une période de six semaines, il s'est fait 1 000 à 1 500 € par semaine.

« Il dit notamment qu'il a agi par appât du gain »

Pour la procureure, son discours ne tient pas la route : « *Il dit qu'il a agi notamment par appât du gain, mais en même temps, il explique ne pas avoir besoin d'argent. Il dit même avoir de l'argent de côté, ce qui lui permettra de rembourser la dette qu'il a contractée auprès de son fournisseur.* » À l'issue des réquisitions, le prévenu – qui n'a qu'une mention à son casier – précise : « *Je n'aurai pas suffisamment d'argent pour le rembourser, mais je pourrai commencer à le faire* ». Son avocat tente d'expliquer ce qu'il lui est passé par la tête : « *Avec cette nouvelle génération, il faut tout, tout de suite, très vite. C'est terrible. Il a réussi – si l'on peut dire – très vite dans ce qu'il a entrepris. Il a été happé. Passer trois jours en détention, je pense que ça lui a fait du bien* ».

Alors que la procureure requiert deux ans de prison, dont douze mois avec sursis probatoire, le tribunal décide de le condamner à dix-huit mois de prison, dont huit mois avec sursis. Il purgera la partie ferme sous bracelet électronique, comme souhaité par la défense.

Lire aussi

[Le Havre. Un pavillon détruit par un incendie rue de la Bigne-à-Fosse](#)

"Pas la poubelle de la Normandie" : l'union sacrée contre l'enfouissement des déchets dangereux

Aurélien Delavaud

6-8 minutes

Le vendredi 22 mai 2026, le Codef et les élus locaux se sont réunis pour rappeler avec force leur opposition à l'extension de la Seraf sur une forêt de Cléon.

Sur le même thème

[Déchets](#)

[Environnement](#)

[Pollution](#)

Article réservé aux abonnés



Déjà installé depuis plus de 50 ans dans l'agglomération d'Elbeuf, le site d'enfouissement de déchets de la Seraf vise une extension sur 15 hectares de terres boisées et agricoles. Des élus et des associations s'y opposent fermement depuis des années. ©Aurélien Delavaud

Par [Aurélien Delavaud](#) Publié le 25 mai 2026 à 17h38

Il est arrivé avec à la main une petite corbeille de bureau munie d'un sac-poubelle. « Je pense que vous me voyez venir », a-t-il lancé au début de sa prise de parole, un instant avant de la claquer sur la table, juste devant

lui. Pour **Nicolas Mayer-Rossignol**, le président de la **Métropole Rouen Normandie**, l'image est très claire : « Le territoire elbeuvien n'est pas la poubelle de la Normandie ! » Le vendredi 22 mai 2026, à l'invitation du **Codef**, l'association qui [lutte contre ce projet depuis des années](#), plusieurs élus s'étaient donné rendez-vous à la mairie de [Cléon \(Seine-Maritime\)](#) pour rappeler l'opposition de toute une agglomération au [projet d'extension d'un site d'enfouissement de déchets dangereux](#), au carrefour des communes de Cléon, Freneuse et Tourville-la-Rivière. C'était aussi l'occasion pour eux de dénoncer « des **mensonges** » et de parler de leur stratégie pour obtenir gain de cause contre l'avis du préfet.

Des arguments à faire valoir

L'extension de la **Seraf**, le site d'enfouissement géré par le groupe Véolia et aussi appelé Fosse marmitaine, c'est un combat de longue haleine pour les **militants du Codef** et tout ce que l'agglomération compte comme opposants au projet.

Tous les réunir en cette fin de mois de mai n'avait rien d'anodin, à quelques jours seulement de la fin [de la consultation publique](#), au cours de laquelle tous les habitants sont invités à s'exprimer sur le projet.

Lors de sa prise de parole, **Marie-Laure Baron**, la présidente du Codef, a rappelé avec pédagogie pourquoi les opposants sont contre sa qualification comme **Projet d'intérêt général** par la préfecture : risques pour la santé, atteinte à l'environnement, proximité des habitations et de l'hôpital des Feugrais...

Comme depuis des mois, la présidente a surtout insisté sur le fait que, sur cette question des **déchets dangereux** qu'il faut bien entreposer quelque part, ce sont « les mêmes habitants qui payent indéfiniment cette charge ». « Liberté, égalité, fraternité : ici, il n'y a pas de liberté de choix puisque le choix est imposé, ni liberté de vivre dans un environnement protégé, pas d'égalité puisque ce sont toujours les mêmes habitants, pas de fraternité envers les générations futures », a-t-elle martelé.

« On nous a menti »

Pascal Baron, le maire de Freneuse, a repris ces arguments en étant beaucoup plus accusateur.

On nous a menti en nous disant qu'on allait chercher pour aller ailleurs. La présidente a fait des recherches sur tous les autres sites d'enfouissement en France. À chaque fois, ils prolongent l'utilisation du site. Jamais ils ne vont ailleurs !

La présence de Nicolas Mayer-Rossignol lors de cette réunion avait plusieurs objectifs. Le premier était de rappeler l'union des élus de toute la Métropole contre l'extension de la Seraf, « par-delà les considérations

partisanes ».



De nombreux élus du territoire, tous bords politiques confondus, ont rappelé leur soutien au Codef. ©Aurélien Delavaud

« Ça fait plus de 50 ans que plusieurs générations subissent cette pollution. C'est dégueulasse ! Pour la pollution et le non-respect des engagements pris », a-t-il lancé.

La Métropole ne touchera pas à son PLUI

Après toutes ces déclarations, que peuvent réellement faire les élus et le Codef contre la volonté de l'État ? « On nous met en contradiction avec nous-même et on nous demande de réviser notre Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) pour **déclasser ces forêts** classées et des parties agricoles. C'est hors de question ! », a tonné Nicolas Mayer-Rossignol.



Nicolas Mayer-Rossignol a réaffirmé l'opposition de la Métropole à l'agrandissement de la Seraf sur 15 hectares. ©Aurélien Delavaud

D'ailleurs, sur ce point, le président de la Métropole s'est insurgé contre la consultation lancée par la préfecture, qui laisse entendre selon lui que la

Métropole va mener cette modification et qu'elle « s'associe à la démarche menée par la préfecture ».

Il a donc rappelé, comme il l'avait fait par courrier en 2024, que la collectivité « refuserait d'engager les procédures de révision du PLUI ». Nicolas Mayer-Rossignol se dit donc prêt à aller au bras de fer contre les services de l'État sur ce dossier.

Faire rentrer toute l'agglomération dans la bataille

De son côté, le Codef, par la voix de sa présidente, se dit « prêt à toutes les actions. Il y a des **recours possibles** et on les utilisera autant que possible ». Faire perdre du temps à l'entreprise et à la préfecture « est une stratégie possible pour faire perdre de l'intérêt économique ».

Djoudé Merabet, maire d'Elbeuf et premier vice-président de la Métropole, a, lui, rappelé la nécessité de **mobiliser tout le territoire** dans ce combat. « Je ne suis pas sûr que nos habitants ont conscience de l'importance de ce sujet... Est-ce qu'on doit encore accepter ça 50 ans ? Non ! Il faut faire de l'éducation populaire. Allons sur nos marchés, demander à nos habitants de nous rejoindre », a-t-il proposé.

À cette occasion, les élus pourront peut-être les convaincre avec un chiffre avancé en fin de réunion par l'un des membres du Codef : si l'extension de la Fosse marmitaine voit le jour, chaque habitant de l'agglomération deviendrait « propriétaire » d'un tas de 234 tonnes de déchets dangereux.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Quelle est cette commune de Seine-Maritime qui retrouve son Pavillon Bleu après vingt ans d'absence

Karine Néel

6-8 minutes

Après une longue absence, la plage du Tréport retrouve son Pavillon Bleu. Le résultat d'un travail de longue haleine sur la qualité des eaux, la propreté et l'environnement.



Millésimé 2026, le Pavillon Bleu domine la plage de galets du Tréport. Derrière lui, les cabines colorées de la promenade, le phare et le casino, un panorama balnéaire qui n'attendait plus que ce drapeau. - Photo Courrier Picard



Par [Karine Néel](#)

Publié: 19 Mai 2026 à 13h15 Temps de lecture: 1 min

Il claque dans le vent du large, au-dessus du forum, bien visible depuis l'esplanade. Le [Pavillon Bleu](#) est de retour au [Tréport](#), pour la première fois depuis 2003. Pendant deux décennies, la ville avait cessé de candidater. Mais les attentes des touristes ont évolué. Ils sont aujourd'hui plus attentifs à la qualité de l'eau, à la propreté des plages, à la démarche environnementale des communes qu'ils choisissent. « *On s'est aperçus*

aussi qu'il y avait des communes voisines qui l'avaient toujours. Ça serait bête de s'en priver », reconnaît le maire, Laurent Jacques.



Laurent Jacques, maire du Tréport, et Nathalie Vasseur, première adjointe, devant le Pavillon Bleu hissé ce 18 mai 2026 sur la plage de la commune. Photo Karine Néel

Un label qui ne doit rien au hasard

Le retour du label ne doit rien au hasard. Depuis 2023, les eaux de baignade du Tréport sont classées « excellentes » par l'Agence régionale de santé, le niveau le plus élevé. « *On n'a pas eu de pollution sur la plage depuis huit ans* », souligne Laurent Jacques. Ce suivi repose sur un contrat signé avec l'ARS, qui organise des prélèvements réguliers, vingt contre les neuf minimums obligatoires, entre le 15 juin et le 15 septembre, avec un premier contrôle anticipé avant l'ouverture officielle de la saison.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

En cas de fortes pluies, un drapeau violet permet de fermer temporairement la plage pour éviter tout prélèvement dans des conditions défavorables. Un dispositif préventif que toutes les communes voisines n'utilisent pas. « *Ça peut être mal compris, mais cette prévention prévient les risques* », assume le maire.

Derrière ces bons résultats, il y a aussi des infrastructures. La station d'épuration, gérée par un syndicat mixte d'assainissement basé au Tréport, traite les eaux usées aux normes les plus exigeantes avant tout rejet en mer. La ville a également travaillé à l'amélioration de son réseau d'assainissement en lien avec les communes voisines

Réduction de la consommation électrique

Créé par Teragir en 1985, le Pavillon Bleu valorise chaque année les communes et ports de plaisance qui mènent une politique de tourisme durable. Il évalue près de cinquante critères : gestion des déchets, biodiversité, mobilité douce, éducation à l'environnement, services aux usagers.

Le Tréport a pu faire valoir plusieurs engagements concrets. La réhabilitation du marais de Sainte-Croix, conduite avec le Conservatoire d'espaces naturels de Normandie, a particulièrement retenu l'attention du jury. Cet espace humide abrite des galeries de falaise où vivent des chauves-souris. La commune a aussi mis en avant la réduction de sa consommation électrique grâce aux panneaux solaires installés au gymnase Célérrier, la lutte contre les fuites d'eau et la désimperméabilisation des sols pour favoriser l'infiltration des eaux de pluie. « *Tout ça fait partie des critères. Ce n'est pas seulement l'analyse de l'eau mais aussi la sensibilisation et les actions qu'on peut mettre en place.* »



Le Pavillon Bleu 2026 flotte sur la plage du Tréport. À droite, le casino ; au fond, le phare du port.

La plage du Tréport labellisée « Handiplage »

Autre atout mis en avant : l'accessibilité. La plage du Tréport est labellisée « Handiplage », l'une des rares du littoral seinomarin à pouvoir s'en prévaloir. Tapis d'accès à l'eau, plancher facilitant la mobilité sur les galets, vestiaire adapté, esplanades reliées par une pente douce, bornes de recharge électriques, autant d'équipements qui ont pesé dans la décision du jury.

Le drapeau a été hissé ce lundi 18 mai. Le Tréport rejoint ainsi la plage de Cayeux-sur-Mer et le port de plaisance de Saint-Valéry-sur-Somme, labellisés tous deux, encore une, fois cette année.

Dès les deux derniers week-ends de juin (20/21 et 27/28), des nageurs-sauveteurs seront postés sur la plage avant même le début officiel de la saison. La surveillance se poursuivra tout juillet et août, puis les deux premiers week-ends de septembre. Le Tréport est la seule plage du secteur à proposer ce dispositif anticipé.

Ligne nouvelle Paris Normandie : le futur trajet devrait être révélé à l'automne 2026

Robin Rioult

5-6 minutes

Relancé en janvier 2026, le projet ferroviaire Ligne nouvelle Paris Normandie (LNPN) continue de susciter de nombreuses interrogations, notamment à Roumare, près de Rouen. Entre réserves foncières et scénarios de tracé encore à l'étude, élus et riverains attendent un possible déblocage à l'automne.



Par Robin Rioult

Publié: 23 Mai 2026 à 20h01 Temps de lecture: 1 min

Domage pour [le député Gérard Leseul](#) et ses camarades du collectif « LNPN oui, mais pas à n'importe quel prix » : contrairement à ce qui était prévu, Gaëlle Leroux, la nouvelle directrice de projet auprès de la SNCF, n'a pas pu faire le déplacement pour répondre aux questions de l'association en mairie de Roumare, le lundi 18 mai 2026.

Un imprévu qui n'aura pas empêché ces derniers de faire le point avec elle en amont, par téléphone. Le député-président du collectif, bon prince, salue d'ailleurs la transparence du projet sur le plan des chiffres. Sans pour autant [renoncer à ses interrogations](#).





Jean-Paul Couiller, maire de Roumare, (au centre) et le député Gérard Leseul, président de « LNPN oui, mais pas à n'importe quel prix » (à droite). - PND

Pour les non-initiés, le projet ferroviaire Ligne Nouvelle Paris Normandie (LNPN) [a été relancé en janvier 2026](#). Dans la perspective d'un éventuel chantier, de nombreux terrains du secteur sont désormais intégrés à un possible tracé et, durant toute la durée des études, ils deviennent inaccessibles à la vente : c'est le principe de la réserve foncière.

Le ministre, des transports, monsieur Philippe Tabarot, continue à porter ce dossier ainsi que d'autres sur le plan des infrastructures.

Gérard Leseul, Président du collectif « LNPN oui, mais pas à n'importe quel prix ».

À Roumare, par exemple, quinze parcelles de lotissements sont directement concernées. Mais le maire de la commune, Jean-Paul Couiller, a bon espoir de les voir se libérer. « *Attention cependant, rien n'est officiel* », reconnaît-il.

De quatre trajets possibles à un seul

« *La LNPN est encore en phase de diagnostic, mais de nouvelles expertises vont être réalisées pour coller aux exigences juridiques et lever la majorité des réserves foncières* », se réjouit Gérard Leseul, qui espère un déblocage à l'automne 2026. Mais la prudence reste de mise : [toutes les réserves foncières ne seront pas levées](#). « *Il y a quatre scénarios. Pour le projet final, ils n'en retiendront qu'un.* » Autant dire que chaque propriétaire sera alors fixé sur le sort de son bien.

Est-ce que la LNPN se fera réellement ? « *Je n'en sais rien, mais il y a une volonté politique réelle*, constate Gérard Leseul. *Le ministre, des transports, monsieur Philippe Tabarot, continue à porter ce dossier ainsi que d'autres sur le plan des infrastructures.* »





Les élus du secteur et les riverains ne manquaient pas autour de la table.

- PND

Reste la question épineuse des financements, ces derniers étant pris, comme tout le reste, dans les difficultés du gouvernement [à faire valider son budget annuel par le parlement](#). Une chose est sûre : le collectif continuera de le disséquer à la loupe.

Lire aussi



[De la DDAS au métier d'antiquaire... À Rouen, le parcours inspirant de Patrick Boussougant](#)



Barentin. Général Givre : "La citoyenneté ne se décrète pas mais elle s'apprend"

Propos recueillis par Ghislain Annetta

5-6 minutes

Le Courrier Cauchois : Quel était l'objet de votre présence à Barentin. Que sont les rallyes citoyens ?

Général Pierre-Joseph : Givre : Je suis venu à Barentin pour saluer notre jeunesse des territoires qui s'engage, l'encourager. Mais aussi pour marquer mon soutien à tous ceux, élus, enseignants et proviseurs, associations, militaires et corps en uniformes qui, au quotidien, sont mobilisés pour guider les jeunes et les accompagner sur leur chemin de vie. Articulés autour d'activités ludiques, sportives et éducatives, les rallyes citoyens sont organisés par les collectivités locales et le trinôme académique, composé de l'Education nationale, des armées et de l'Union IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale). Ils visent à sensibiliser les jeunes aux questions citoyennes, de défense nationale et à l'engagement.

"La jeunesse a une conscience aiguë de la menace et elle se mobilise"

Pourquoi avoir choisi Barentin ?

J'ai rencontré Christophe Bouillon, maire de Barentin, à Paris en sa qualité de président de l'ANCT (Agence nationale de la cohésion des territoires). Il m'a parlé du rallye citoyen organisé dans sa commune. J'ai voulu me rendre compte concrètement de cette réussite particulièrement inspirante. Barentin est une petite ville de France, exemplaire par son dynamisme, dans un département et même une région qui ne comptent plus aucune formation militaire des armées, à l'exception de la base aérienne d'Evreux. Ma présence est aussi une manière de rappeler que la citoyenneté ne se décrète pas mais qu'elle s'apprend et s'essaie au plus près de la population, là où elle vit, et même en l'absence de présence militaire permanente. A ce titre, la DSNJ (Direction du service national et de la jeunesse) est engagée aux côtés de tous ceux qui œuvrent pour notre jeunesse et notre défense.

Qu'avez-vous pensé de l'accueil barentinois ?

L'accueil des Barentinois a été très chaleureux et spontané. Le temps frais mais ensoleillé a favorisé la pratique des activités en plein air et les échanges. Les services municipaux avaient parfaitement organisé la "manœuvre logistique" pour plus de 200 personnes.

Combien y a-t-il de rallyes citoyens dans le pays chaque année et vous déplacez-vous sur chaque événement ?

Il y a environ 500 rallyes citoyens en France qui rassemblent près de 10 000 jeunes. Je me déplace sur certains parmi de nombreux autres rendez-vous valorisant l'engagement citoyen et de défense comme les activités des classes de défense ou les journées défense et citoyenneté.

Vous êtes directeur du service national et de la jeunesse, en quoi consiste cette fonction ? Pouvez-vous nous présenter cette direction ?

La direction compte 1 200 personnels dont 80 % de fonctionnaires civils du ministère des armées. Elle compte 33 centres interdépartementaux sur tout le territoire national dont celui de Rouen présent lors du rallye. Notre mission consiste à s'assurer de la collecte des données du recensement citoyen obligatoire de chaque citoyen français à 16 ans réalisé en mairie, à organiser la Journée défense et citoyenneté partout en France pour 800 000 jeunes Français entre 17 et 18 ans et à préparer un éventuel "appel sous les drapeaux" si les circonstances exigeaient de rétablir le service militaire ou de mobiliser des compétences dans la société civile pour renforcer notre défense. Nous sommes également en charge du pilotage des politiques jeunesse du ministère fondées sur le volontariat comme les "cordées de la réussite", les préparations militaires, les stages, les classes défense.

La journée défense et citoyenneté (JDC) a changé de format. Comment s'organise-t-elle ?

La nouvelle JDC est vraiment révolutionnaire ! Elle dure 7 heures articulées en 7 temps. Elle commence par une cérémonie des couleurs, puis se poursuit par du tir sportif laser, un jeu de rôle, des tests, un déjeuner en ration militaire, suivi d'un forum des métiers. Elle se termine par un "au revoir républicain" au cours duquel chaque jeune se voit remettre le Bleu de France. L'objectif est de renforcer chez les jeunes la volonté de défendre notre pays, nos valeurs et de favoriser l'engagement.

Comment l'engagement se porte-t-il ?

L'engagement se porte bien comme en témoignent les chiffres. Chaque année le ministère des Armées réalise ses objectifs de recrutement à la hauteur de 26 000 jeunes militaires et civils. Le service national suscite de l'engouement. En JDC, 89 % des jeunes se déclarent satisfaits de leur expérience et parmi eux 35 % se montrent intéressés par les métiers de la Défense. La jeunesse a une conscience aiguë de la menace et elle se mobilise !

50 000 foyers privés d'électricité en pays de Bray à cause de l'incendie d'un poste-source RTE

Olivier Hanquier

5-6 minutes

L'incendie d'un poste-source de RTE, à Beauchamps en vallée de la Bresle, a entraîné des coupures d'électricité sur les secteurs de Forges-les-Eaux, Gournay, Neufchâtel-en-Bray et Le Tréport, ce vendredi 22 mai en fin d'après-midi. L'incident est en cours de résolution.



Par [Olivier Hanquier](#) et Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 22 Mai 2026 à 20h38 Temps de lecture: 2 min

« *C'est le black-out total* », résume ce vendredi 22 mai, vers 17 h, Jean-Charles Vitaux. Joint par téléphone, le maire de Beauchamps, commune située dans la vallée de la Bresle, confirme que le poste source de RTE, installé sur sa commune a pris feu. Cela concernerait un disjoncteur de 90 000 V. L'incendie a été circonscrit par les pompiers. Désormais les services de RTE et d'Enedis essaient de ramener l'électricité.

Un incendie aux lourdes conséquences : au plus fort de l'incident, près de 50 000 foyers étaient privés de courant entre Neufchâtel-en-Bray au sud, et Saint-Valéry-sur-Somme au Nord. « *Les secteurs les plus touchés sont les secteurs de Forges-les-Eaux, Gournay-en-Bray, Neufchâtel-en-Bray, Beauchamps et Le Tréport* », notaient le service Communication d'Enedis. D'ailleurs, la mairie mersoise a été touchée par cette panne, de même que toute la zone commerciale de la cité médiévale.

« Une cellule de crise est activée »

Sur sa page Facebook, Nicolas Bertrand, maire des Grandes-Ventes et vice-président du Département chargé de l'arrondissement de Dieppe,

notait, dès la fin d'après-midi : « *Panne électrique sur de nombreuses communes de l'arrondissement de Dieppe depuis 16 h environ. Black-out sur plusieurs postes sources de Neufchâtel-en-Bray, Forges-les-Eaux, le Tréport et Dieppe, partiellement. Une cellule de crise est activée chez Enedis et toutes les équipes sont mobilisées. Un rétablissement est probable vers 18 h 30/19 h, rien avant.* »

Alors que débute le long week-end de la Pentecôte, les commerçants du littoral qui sont touchés – de même que ceux dans les terres comme à Forges-les-Eaux par exemple – espèrent un rétablissement rapide.

« *Pour l'instant on avance 48 heures, mais c'est la procédure. Il faut encore attendre* », poursuit le maire de Beauchamps. À 19 h, ce vendredi 22 mai, tout était rétabli côté Somme mais environ 4 000 foyers étaient encore concernés côté Seine-Maritime. Si le courant était revenu à la Crique, aux Grandes-Ventes ou encore à Gaillefontaine, une partie de la ville de Neufchâtel restait sans électricité en début de soirée, comme Callengeville, Ménonval, Saint-Germain-sur-Eaulne...

« *Imaginons en plein hiver par des températures négatives ?* », avançait un internaute. Heureusement, la journée de vendredi a été inhabituellement chaude : pas besoin de craindre pour le manque de chauffage.

Lire aussi



[Cyclisme – Boucles Luneraysiennes : un parcours plus difficile mais une participation moindre](#)



Accès fluvial à Port 2000 : les premiers Accropodes™ posés sur la digue

Jacques-Olivier Gasly

~4 minutes

Le chantier de la chatière, mené par HAROPA PORT au Havre, franchit de nouvelles étapes importantes. Ce projet structurant, qui vise à relier Port 2000 au port historique et aux plateformes logistiques le long de la Seine, permettra d'accroître la part modale du fleuve pour le trafic conteneur. Il se poursuit avec des opérations majeures rythmant actuellement le chantier : la réalisation du soubassement de la digue, la pose des premiers Accropodes™ et une première opération de démantèlement de la digue sud du port historique.

Après les investigations géotechniques réalisées, la campagne de détection pyrotechnique puis l'enlèvement des obstructions présentes dans l'emprise de la future digue, les travaux de réalisation du soubassement de la digue ont débuté mi-février. Cette phase essentielle du chantier consiste à draguer, acheminer puis mettre en place des matériaux marins avec un suivi bathymétrique permanent, c'est-à-dire un contrôle régulier des profondeurs et de la forme du fond marin, garantissant la précision des opérations. À ce stade, près de 75 % du soubassement est réalisé, représentant environ 1 300 mètres de digue déjà constitués sous le niveau de la mer. Plus de 600 000 m³ de matériaux ont déjà été mis en place, sur un volume total estimé à 776 000 m³.

En parallèle de ces opérations maritimes, la fabrication des Accropodes™ se poursuit activement sur le quai Asie, avec près de 7 000 blocs de béton déjà coulés sur les 19 900 nécessaires. Leur mise en place sur la digue a débuté le 27 avril avec la pose du premier Accropode™, permettant dans les semaines à venir d'apercevoir la forme finale de la digue. Les approvisionnements en enrochements se poursuivent également, avec 450 000 tonnes déjà livrées sur le chantier.

Une première opération de démantèlement de la digue pour créer le chenal

Dans ce même temps, une portion de la digue sud du port historique va être démantelée par une opération de microminage menée par

l'entreprise Térélian. Cette intervention essentielle pour l'accès des navires au chenal, repose sur l'utilisation de faibles charges explosives permettant de fragmenter la structure de manière contrôlée. Les matériaux issus de cette intervention pourront être réutilisés sur le chantier. Ainsi, un premier essai de microminage a été réalisé le mardi 19 mai, constituant une étape préparatoire à l'opération définitive menée en juin.

L'opération est encadrée par arrêté préfectoral et conduite dans des conditions strictes de sécurité. Elle est réalisée à marée basse, afin de limiter l'impact sur le milieu aquatique. Des dispositifs spécifiques sont également mis en place, notamment des rideaux de bulles lestés autour de la zone, pour atténuer le bruit sous-marin côté mer. À noter néanmoins, qu'un bruit pourra être perçu par les riverains au moment du tir.

Pour garantir le bon déroulement du test :

- une zone de sécurité de 500 mètres est instaurée autour du site ;
- une inspection du plan d'eau est réalisée en amont ;
- les activités maritimes sont temporairement suspendues : arrêt du SAS de l'écluse François 1^{er}, absence de navigation dans l'avant-port, pas d'accès à Port 2000.

Le projet, d'un montant total de 197 M€, bénéficie d'un financement réparti comme suit : 86,05M€ par la Région Normandie, 23,6 M€ par l'État, 11 M€ par l'Union Européenne (via le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe) et 76,35 M€ par HAROPA PORT.

Un « aspirateur géant » en action pour bâtir la future chatière au Havre

Karine Leroy

5-6 minutes

Les travaux de construction de la chatière se poursuivent au large du Havre. Une drague ramène du large chaque jour les matériaux nécessaires à l'édification des fondations de la futur digue. Reportage à bord.



Par [Karine Leroy](#)

Publié: 24 Mai 2026 à 08h31 Temps de lecture: 1 min

C'est comme un aspirateur ! », illustre le capitaine de la drague *Lange Wapper*, Kurt Romelart. Pas autre chose. Pourtant en s'approchant du bâtiment de 134 mètres de long, dont la silhouette verte et blanche se détache sous un ciel immaculé ce jeudi 21 mai 2026, difficile d'imaginer l'activité qui règne à bord.



Kurt Romelart veille sur le navire et ses 25 hommes. - Hugo Danjou/Paris Normandie

Jusqu'à début juin, et depuis février, le navire, battant pavillon belge,

travaille sur le [chantier de construction de la chatière](#), c'est-à-dire le futur chenal bordé par une digue de 1800 m de longueur, dont la construction permettra aux navires de transport fluvial d'accéder directement aux terminaux maritimes de [Port 2000](#).



« Lange Wapper » transporte l'équivalent de 400 camions de cailloux toutes les 24 heures. - Hugo Danjou/Paris Normandie

Vingt-six hommes à bord

À bord du *Lange Wapper*, 26 hommes. Le navire, armé par [DEME](#), multiplie les allers-retours entre la zone de chantier et jusqu'à une vingtaine de kilomètres au large du Havre pour aller extraire des granulats avec ce fameux gros aspirateur ! Une heure de navigation lui est nécessaire pour arriver sur ce site. Une fois positionné, *Lange Wapper*, croche le sol jusqu'à 25 mètres de profondeur, pour en remonter des granulats marins, en clair des cailloux.

Ils transitent dans un réseau de gros tuyaux dans lesquels un homme pourrait s'engouffrer. « *Quand le navire est chargé, on revient ici* », poursuit Kurt Romelart, c'est-à-dire sur la zone du chantier, à la sortie du chenal, juste derrière les cuves de la CIM.

(« On charge par cycle 8500 m³ en moyenne »

Kurt Romelart, Capitaine du Lange Wapper

Le bateau assure deux rotations complètes en vingt-quatre heures.

« *Une fois sur site, on drague pendant quatre ou cinq heures, on revient et on décharge ensuite pendant deux à trois heures, c'est ce qu'on appelle le refoulement...* », détaille le capitaine dans un français parfait teinté d'un accent belge. À condition que toutes les conditions soient requises, à commencer par la météo et la hauteur des marées. La drague ne peut agir qu'à marée haute. « *On charge par cycle 8500 m³ en moyenne* », ajoute Kurt Romelart. Soit l'équivalent de 400 camions toutes les 24 heures.



Lange Wapper est long de 134 mètres pour une largeur de 27 mètres. -
Hugo Danjou/Paris Normandie

Au fur et à mesure des rotations, les matériaux empilés constituent les fondations de la future digue, son soubassement. « *Quand la drague arrive ici, l'eau est aspirée et mélangée avec le gravier de façon à le rendre pompable.* » Un « ponton diffuseur » permet de contrôler l'endroit exact où les matériaux sont déposés. « *Lorsque la marée va descendre, on va voir progressivement ce chantier qui devient accessible pour les engins terrestres* », ajoute Hervé Houis, chef du service accès et environnement maritimes pour Haropa Port.

Une autre étape de ce vaste chantier, le plus important depuis la construction de Port 2000 en 2003.

Lire aussi

[Cannabis, ecstasy, cocaïne... par « appât du gain », il vendait de la drogue dans les rues du Havre](#)

[Le Havre. Un pavillon détruit par un incendie rue de la Bigne-à-Fosse](#)

[Fêtes de quartiers 2026 au Havre : on vous dit où et quand participer à des animations gratuites](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Insolite. Normandie : Airbnb place la région parmi les destinations stars de l'été 2026 dans toute l'Europe

Mathilde Rabaud

3-4 minutes

La Normandie continue d'attirer les voyageurs européens pour les vacances d'été. Dans [une étude publiée le 17 mai 2026](#), Airbnb cite même la région comme **l'une des destinations "tendance"** du moment en Europe.

La plateforme explique que les vacanciers privilégient désormais des séjours plus proches de chez eux, plus faciles d'accès et souvent moins coûteux. La Normandie profite pleinement de cette nouvelle manière de voyager, notamment **auprès des Britanniques et des Néerlandais**.

Dans son analyse, [Airbnb](#) souligne que les réservations domestiques progressent plus vite que les voyages internationaux dans plusieurs pays européens, dont la France. Les séjours à la campagne et sur les littoraux ruraux explosent aussi. Plus de la moitié des réservations estivales réalisées en France concernent désormais des **destinations rurales**.

Une dynamique qui bénéficie directement aux territoires normands, entre villages côtiers, campagne du Perche et stations balnéaires du littoral.

Les vacances sans avion séduisent les Britanniques

L'un des éléments mis en avant par Airbnb peut sembler presque banal pour les Normands, mais il attire fortement les touristes étrangers : **rejoindre la région [sans prendre l'avion](#)**.

Airbnb note aussi une **baisse des distances parcourues** par les voyageurs européens depuis 2023. Les touristes cherchent davantage des destinations "courte distance", accessibles rapidement en train, voiture ou ferry.

La Normandie coche plusieurs cases recherchées cet été : climat tempéré, grands espaces, hébergements familiaux et proximité.

Les villages normands profitent du boom rural

L'étude met particulièrement en avant le succès des hébergements

ruraux. Airbnb explique que les groupes et les familles recherchent désormais de **grandes maisons à partager** pour réduire les coûts des vacances.

En France, la plateforme revendique des logements répartis dans plus de 26 000 communes et villages. Un maillage qui favorise directement les petites destinations normandes moins connues du grand public.

Dans la [Manche](#), le Cotentin bénéficie déjà d'une hausse de fréquentation depuis plusieurs saisons. Même phénomène autour d'Etretat, du pays d'Auge ou encore de la côte ouest du [Calvados](#), où les locations saisonnières affichent souvent complet durant [les week-ends prolongés](#).

Airbnb insiste aussi sur un autre point : 96% des voyageurs européens déclarent privilégier les commerces locaux lorsqu'ils séjournent dans des zones rurales. Restaurants, marchés, producteurs ou petits commerces profitent donc directement de cette fréquentation touristique.

La Normandie confirme son image de refuge estival

Longtemps associée aux week-ends courts ou au [tourisme de mémoire](#), la Normandie s'impose désormais comme une **véritable destination estivale à part entière**.

Entre les plages de la Manche, les falaises de [Seine-Maritime](#), les villages du bocage et les stations comme Deauville ou Honfleur, la région répond à une demande de vacances plus calmes et plus naturelles.

Airbnb classe officiellement la Normandie parmi les destinations européennes qui progressent le plus pour l'été 2026, aux côtés de régions italiennes, suédoises ou norvégiennes. Une reconnaissance qui confirme aussi l'évolution du regard porté sur la région à l'étranger : moins perçue comme une étape, davantage comme une destination de vacances complète.

Le CHU de Rouen veut renforcer son réseau de "patients partenaires" pour améliorer les prises en charge

Bradley de Souza

6-8 minutes



Bradley de Souza

Publié le lundi 25 mai 2026 à 3:07

Le CHU de Rouen veut renforcer son réseau de "patients partenaires" pour améliorer encore plus la prise en charge des personnes qui viennent se faire hospitaliser. Cette dynamique est la première des sept ambitions du projet global de l'établissement d'ici à 2030.

Comment améliorer la prise en charge des plus de 300.000 patients accueillis par le CHU de Rouen chaque année ? L'établissement de santé en a fait sa priorité d'ici à 2030. Cet objectif fait partie des sept priorités de l'hôpital pour renforcer la qualité, les parcours de soins et la coordination entre les médecins, les professionnels de santé, les aidants, mais surtout les patients. L'hôpital veut renforcer son réseau de "patients partenaires", une initiative qu'il a lancée post-Covid en 2022.

Ce réseau compte une dizaine de "patients partenaires". Parmi eux, El Houssein Warr, cet habitant de Oissel (Seine-Maritime), qui a subi sept interventions "*dont six au CHU de Rouen, deux à cœur ouvert et j'ai six prothèses cardiaques*", explique le jeune homme de 24 ans à **ICI Normandie**. En 2022, il est diagnostiqué du syndrome de Marfan et apparenté, une maladie rare qui s'attaque à l'aorte du cœur. Elle touche 12.000 personnes en France.

*"Je n'avais jamais entendu parler **de cette maladie** de ma vie. On nous l'annonce brusquement. J'avais peur. Je n'étais pas préparé à ça. On n'y croit pas et la majorité des patients comme moi, **nous ne sommes vraiment pas préparés** à entendre ça",* poursuit-il avant de détailler : *"Il y a certains services où ça s'est très bien passé au CHU, d'autres moins bien. Parfois, je n'avais **pas assez d'informations**. Moi, j'étais assez jeune, je n'avais pas assez de maturité pour appréhender cette nouvelle qui a changé ma vie. Il y a des choses que je n'acceptais pas, des choses*

que je ne comprenais pas."

Améliorer la prise en charge

Pendant ses séjours à l'hôpital, El Houssein Warr explique qu'il aurait aimé *"avoir un patient, une personne qui puisse comprendre" ce qu'il a vécu, "que ce soit à l'annonce de la maladie, pour m'éviter le stress, pour m'aider à appréhender cette nouvelle vie et avoir un accompagnement du début jusqu'à la fin".*

Désormais, il fait partie de ce réseau de patients qui proposent des idées au CHU pour une meilleure prise en charge. *"On veut s'appuyer, comme d'autres hôpitaux, sur des patients partenaires, souvent d'anciens patients qui ont une expérience sur laquelle ils souhaitent capitaliser. Elle sert les établissements hospitaliers comme le CHU de Rouen à **trouver des leviers pour améliorer leur prise en charge**",* explique Florian Petit, directeur de la qualité et de la patientèle.

*"Cette amélioration de la prise en charge, ça peut être organisationnelle, **de l'entraide et du soutien à nos patients** et ça peut aller jusqu'à associer nos patients à la construction même de nos projets pour intégrer leurs besoins et attentes dans la manière dont fonctionne l'hôpital",* renchérit le directeur de la qualité et de la patientèle du CHU de Rouen.

Le patient "partenaire du médecin et du soignant"

Parmi ces leviers et les idées qui ont émergé, le CHU de Rouen propose dorénavant de consulter plusieurs spécialistes la même journée quand le patient en a besoin. *"On s'efforce d'intégrer dans le parcours de soins des rendez-vous, des [parcours plus adaptés](#). Là où le patient venait de manière itérative pour plusieurs rendez-vous plusieurs fois par semaine, grâce à leur remontée, on a construit **des parcours en hôpital de jour** qui lui permettent de voir plusieurs spécialistes dans la même journée. C'est indispensable pour un service public de qualité",* expose Florian Petit.

*"D'une manière générale, ces patients reconnaissent dans une quasi-unanimité l'excellence des soins dispensés par l'établissement. On est dans cette dynamique **pour intégrer le patient, de pouvoir rendre le langage médical et soignant plus accessible et plus compréhensible** de manière à ce que le patient soit acteur de sa prise en charge. "Le patient devient un partenaire du médecin et du soignant de manière à ce que sa prise en charge soit le plus efficace possible",* développe le directeur de la qualité et de la patientèle du CHU de Rouen.

Parmi ces évolutions et ces changements, le CHU de Rouen compte déployer une application pour les urgences adultes où les proches de patients pourront suivre étape par étape, *"pas à pas, **les étapes de prise en charge** de leur proche aux urgences, y compris quand le proche n'a*

pas la capacité à être aux côtés du patient. Cette visibilité et lisibilité nous semblent opportunes sur des secteurs sujets à une forte activité, des délais d'attente qui peuvent être plus ou moins longs et donc c'était important de donner cette visibilité, étape par étape", conclut Florian Petit.

Cette application devrait être opérationnelle ces prochaines semaines.

- [Hôpitaux](#)
- [Santé publique](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

[Passer la section](#)

- L'association la Bibliothèque à l'hôpital du CHU de Rouen fête ses 80 ans ce vendredi 13 février 2026. Elle distribue des livres, des revues, des romans, des BD depuis près d'un siècle pour rendre le séjour des patients moins pesant.

Le 13/02/2026 à 09:00

- Depuis un peu plus d'un mois, le pôle de santé de Saint-Ouen-de-Thouberville dans l'Eure accueille ses premiers patients. Une dizaine de professionnels paramédicaux comme des kinés, une ostéopathe mais aussi des infirmiers libéraux ont décidé de s'installer dans cette structure.

Le 15/09/2025 à 07:36

- Le dispositif Regul'Psy est mis en place depuis le début de la semaine à Rouen. Il s'agit de répondre aux urgences psychiatriques lorsque les personnes en détresse appellent le 15 ou le 116 117. Ce dispositif inédit et pionnier en Normandie est installé au sein du Samu 76.

Le 13/09/2025 à 11:10

- Claire, une femme âgée de 99 ans, a attendu pendant 64 heures aux urgences du CHU de Rouen qu'un lit d'hospitalisation se libère en octobre. Sa petite-fille témoigne, et dénonce le manque de moyens et de personnels à l'hôpital public.

Le 17/11/2025 à 18:52

Autour de chez vous

Dentiste : un désert inquiétant en Pays de Bray : "je suis le seul à Forges-les-Eaux"

Laurent Hellier

4-5 minutes

Les dentistes se font de plus en plus rares et les rendez-vous sont souvent très longs. A Forges-les-Eaux, Hervé Rion, est le seul praticien. Et la retraite n'est pas pour demain.

Sur le même thème

[Médecins](#)

[Pays de Bray](#)

Article réservé aux abonnés



Hervé Rion est le seul dentiste à Forges-les-Eaux ©Eclaireur Dépêche

Par [Laurent Hellier](#) Publié le 23 mai 2026 à 18h26

Dans son cabinet de la rue Jules Ferry à [Forges-les-Eaux](#), le **dentiste Hervé Rion** enchaîne les consultations. Et bien que la rumeur ait voulu l'envoyer prématurément à la retraite en fin d'année, il en est encore très loin. Mais son inquiétude est réelle pour l'avenir. Hervé Rion exercera encore à Forges-les-Eaux pendant 6 ou 7 ans. Pas de panique. Mais après lui ?

3 dentistes il y a 30 ans à Forges-les-Eaux

« Je suis arrivé ici en 2002. Et il y a 30 ans, il y avait trois dentistes à Forges-les-Eaux, les docteurs Racine, Lefebvre et Pautré dont j'ai repris la patientèle. Aujourd'hui, je suis tout seul », constate-t-il avec regret.

Pas de dentiste à Buchy, des cabinets qui ont fermé à [Gournay-en-Bray](#) et [Neufchâtel-en-Bray](#), « et ils n'ont pas été remplacés pour le moment », insiste Hervé Rion. « Nous sommes la région de France où il y a le moins de dentistes et le plus de coiffeurs », sourit-il.

Mais le sourire est de courte durée, car ce « **désert médical** » met les Brayons en situation difficile pour les **soins dentaires**.

Et même si les dentistes venus de l'étranger font quelques incursions en Pays de Bray, le **turnover** est important. Résultat, le cabinet du docteur Rion est bien rempli.

« Nous avons une population âgée qui a besoin de soins classiques. Parfois, je les oriente vers des spécialistes sur Rouen.

Mais il le sait, les jeunes praticiens préfèrent s'orienter vers les spécialisations en ville. « Ils se spécialisent en orthodontie, par exemple ». Et d'ajouter : « Les jeunes n'ont pas envie de venir à la campagne, surtout s'ils sont seuls dans le cabinet ».

Un dentiste pour 10 000 habitants en pays de Bray

À Forges-les-Eaux et un peu partout en Pays de Bray, les patients le savent : pour un rendez-vous chez le dentiste, « il faut compter entre un et six mois d'attente », estime un patient.

Dans ces conditions, les moins « patients » optent parfois pour un renoncement aux soins.

Dans une situation normale, il faut compter un dentiste pour 2 500 habitants.

« Ici en Pays de Bray, nous sommes à un dentiste pour 10 000 habitants.

Et il faut être prêt à faire quelques kilomètres pour trouver un dentiste dans la région : **Gaillefontaine, Aumale, Gournay-en-Bray, Neufchâtel-en-Bray**. Et beaucoup affichent complet. À Saint-Saëns, un cabinet a ouvert il y a deux ans avec deux dentistes. Mais ça ne suffira pas à combler les manques.

« Nous ne sommes pas assez nombreux par rapport à la population », regrette Hervé Rion.

Une profession qui se féminise, une formation universitaire sur Lille, Reims, qui éloigne les candidats... et la Normandie devient un désert dentaire.

Les jeunes ont de bonnes dents

Plus étonnant, dans les années à venir, il y aura peut-être besoin de moins de dentistes. Les plus **jeunes** ont de bien **meilleures dents** que leurs aînés, « grâce à une politique de **prévention** efficace dès le plus jeune âge. Un gros effort a été fait auprès des jeunes », tempère Hervé Rion.

Quant au dentiste forgion, la rumeur de son départ, il préfère en sourire. Il lui reste plusieurs années à exercer à Forges. Ses patients peuvent souffler.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Bientôt une « clinique » avec 7 cabinets dentaires sur ce secteur du Pays de Bray

Marie-Géraldine Dartois

4-5 minutes

En janvier 2027, un cabinet dentaire pouvant accueillir jusqu'à 7 praticiens doit ouvrir ses portes à Gournay-en-Bray. Un projet porté par l'intercommunalité des 4 Rivières en Bray.

Sur le même thème

[Désertification médicale](#)

[Pays de Bray](#)

[Santé](#)



Avenue des Anciens-Combattants à Gournay-en-Bray (Seine-Maritime) se construit une structure devant accueillir jusqu'à 7 dentistes. La date d'ouverture est prévue en janvier 2027. ©Eclaireur-Dépêche

Par [Marie-Géraldine Dartois](#) Publié le 23 mai 2026 à 19h17

Dans le pays de Bray et particulièrement sur le secteur de **Forges-les-Eaux**, mais aussi de [Gournay-en-Bray](#) (Seine-Maritime), prendre **rendez-vous** chez le **dentiste** peut prendre plusieurs **mois**. Mais plus pour longtemps. L'offre devrait s'étoffer d'ici 2027 avec l'**arrivée** de plusieurs **nouveaux** praticiens. Détails.

Un cabinet pouvant accueillir jusqu'à 7 dentistes à Gournay-en-Bray

Un nouveau **cabinet dentaire** se construit à Gournay-en-Bray, **avenue des Anciens Combattants**, entre l'espace multi-accueil et le futur [centre de dialyse](#).

La **construction** a débuté au mois de mars et les [travaux](#) de terrassement ont commencé.

Une fois terminé, le bâtiment de 413 m² pourra accueillir **7 cabinets dentaires**, plus 1 bloc opératoire.

La communauté de communes porte ce projet. La parcelle de presque 4 000 m² lui appartient.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Promesse de bail de 2 dentistes

« En 2024, deux dentistes de Dreux et Sens ont pris contact avec **Éric Picard** (à l'époque président de la com' com'). Ils cherchaient à s'implanter sur notre secteur », explique Benjamin Brisak, directeur général des services de la communauté de communes des 4 Rivières en Bray (CC4R).

De là, l'intercommunalité a cherché comment il était possible de les aider au mieux. Il se trouve qu'elle avait un terrain près de la crèche qui était disponible.

Le terrain est mis à disposition des deux dentistes. Contre une promesse de bail des deux dentistes, la com' com' prend en charge la construction.

Sur le modèle de la maison médicale de Forges-Gaillefontaine, les deux dentistes qui exercent en société paieront un loyer et se chargeront de faire venir d'autres dentistes pour remplir le cabinet.

À charge aux praticiens d'aménager les lieux avec leur matériel.

Livraison du cabinet dentaire en janvier 2027

Comme souvent avec ce type de chantier, il y a toujours des imprévus ; comme l'avait été le chantier de la piscine de Gournay-en-Bray ou la maison médicale de Forges-les-Eaux, le cabinet dentaire en a aussi.

Deux poches d'eau ont été relevées et ont été jugées comme « problématiques », avec une emprise sur les bâtiments voisins. Une étude de sol a déjà été effectuée, et un supplément de travaux a été nécessaire.

Un projet à 1 250 000 euros

Un contretemps qui explique l'arrêt temporaire du chantier. « Des éléments cylindriques verticaux en béton ou mortier ont été mis en place afin de permettre une répartition optimale des charges de l'ouvrage et de

stabiliser les fondations », détaille la présidente. Un premier devis de 79 000 euros a été effectué. « Nous sommes en attente d'une réunion avec la commission d'appel d'offres ».

Pour le moment et sous réserve d'avenants, le montant du projet se monte à 1 250 000 euros.

Dossier à suivre.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu.](#)

« Une chance pour nous » : Veules-les-Roses va disposer d'une antenne de santé et d'un nouveau médecin

Paris Normandie

5-6 minutes

Le départ à la retraite du docteur Didier Hall avait suscité l'inquiétude au sein du village de Veules-les-Roses. La communauté de communes de la côte d'Albâtre a trouvé un nouveau médecin prêt à s'installer dès le 1er juillet 2026.



Par la rédaction

Publié: 24 Mai 2026 à 12h51 Temps de lecture: 2 min

Lors du dernier conseil communautaire de la Côte d'Albâtre, le 21 mai 2026, les conseillers se sont prononcés sur l'ouverture d'une antenne santé à Veules-les-Roses. Elle sera rattachée au centre intercommunal de Fontaine-le-Dun.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Un nouveau médecin à Veules-les-Roses

À cette occasion, les élus ont annoncé l'arrivée imminente d'un médecin pour [remplacer le docteur Didier Hall, qui s'apprête à partir à la retraite](#). Il s'agit d'un praticien évoluant en remplacement dans un centre médical à Deauville. Le médecin libéral, dont le nom n'a pas été communiqué, va changer de statut pour passer fonctionnaire territorial comme ses collègues du centre intercommunal de santé (CIS).

C'est une chance pour nous car il va pouvoir intégrer le centre et remplacer dans les effectifs de médecins.

Nicolas Bertrand, Directeur des services à la population de la Côte

d'Albâtre

« Et c'est d'ailleurs ce qui l'a attiré ici, indique Nicolas Bertrand, directeur des services à la population de la Côte d'Albâtre. Malgré les deux options possibles, il a choisi d'être salarié. C'est une chance pour nous car il va pouvoir intégrer le CIS et remplacer dans les effectifs de médecins, le docteur Bruno Vandermeersch qui est parti à la retraite en avril. »

Avec huit médecins et six secrétaires médicales répartis sur les deux centres de Sasseville et Fontaine-le-Dun, le modèle économique du Centre intercommunal de santé repose sur un pilotage maîtrisé par la collectivité. *« Malgré une gestion tendue, le CIS présente un budget à l'équilibre en 2025 »*, a rappelé à ses conseillers Jérôme Lheureux, président de la communauté de communes.

Avec la création de cette antenne de Veules-les-Roses, située dans les locaux de l'ancien cabinet de dentiste derrière le parking des Sources, les patients vont bénéficier d'une adresse de proximité disposant d'un secrétariat joignable 20h par semaine.

Consultations à domicile

En plus des 25 heures de consultation autorisées par l'Agence Régionale de Santé, le nouveau médecin va pouvoir assurer 5 heures de consultation à domicile comme le faisait son prédécesseur. Il reste désormais six semaines à la collectivité pour aménager les locaux et commander le mobilier nécessaire à la bonne installation du nouveau praticien.

Lire aussi



[Dans le pays de Caux, un concours des prairies pour valoriser les bonnes pratiques agroécologiques](#)



Incendies de bâtiments agricoles en pays de Caux. Le condamné fait appel : "Il y a de la colère, c'est de l'acharnement"

Luc Gallais

3-4 minutes

"En prenant cette décision, il nous empêche de tourner la page. Et ça va être une épreuve à vivre, une de plus..." [Victime de l'incendie d'un bâtiment agricole le 25 février 2025](#), Marine Legrand, la conjointe et collaboratrice de Baptiste Maurouard, gérant de la Ferme de Moscou au nord de Tôtes, ne cache pas son émotion et son amertume. [Condamné le 12 mai dernier devant le tribunal correctionnel de Dieppe à sept ans d'emprisonnement pour avoir provoqué l'incendie de huit bâtiments agricoles entre 2023 et 2025 autour de Bacqueville-en-Caux et Tôtes et pour acte de cruauté envers des animaux](#), Steeve Danion a choisi de faire appel. Il disposait de dix jours pour le faire.

"C'est usant et cela va nous impacter"

En apprenant la nouvelle, jeudi 21 mai par le biais de son avocate M^e Capitaine (qui défend plusieurs plaignants et représente le syndicat agricole FNSEA), Marine Legrand n'est pas tombée des nues. *"On s'y attendait. Au fond de nous, on gardait un petit espoir, on espérait qu'il avait pris conscience de ses bêtises et qu'il accepte les choses, d'autant plus qu'il a reconnu des faits. Mais non. Il y a de la colère, c'est de l'acharnement."* La juridiction de renvoi doit être saisie dans un délai de deux mois suivant l'appel de ce quinquagénaire condamné en première instance. *"Sauf qu'on arrivera en juillet, en pleine période de moisson, poursuit Marine Legrand. Dans cette période, on va travailler jour et nuit. On va être obligé de prendre des journées pour se préparer à repasser au tribunal. C'est usant et cela va nous impacter."*



Lors de l'audience, le 12 mai dernier, les agriculteurs victimes ont pu s'exprimer au tribunal de Dieppe lors du procès du pyromane de hangars agricoles, qui a décidé de faire appel du jugement - Nicolas Durand

"Ces 7 ans de prison ne pèsent pas grand-chose par rapport à toutes les conséquences sur nos vies"

Le traumatisme de cet incendie est encore palpable, ses conséquences sur la vie de ces exploitants agricoles aussi. La reconstruction du bâtiment de 800m² ravagé en quelques minutes par les flammes n'est pas encore menée, le stockage de lin ou de fourrage doit être fait ailleurs. *"On a eu une mauvaise surprise, il a fallu chauler la terre qui était trop molle pour se plier aux normes, et c'est 40 000€ de nos poches. On cumule des emplois (elle est également conseillère en insertion socioprofessionnelle, son conjoint démonstrateur chez un constructeur de machines agricoles N.D.L.R.), il y a une épée de Damoclès énorme au-dessus de la tête sur l'aspect financier."* Le couple d'agriculteurs sait que de nouveaux moments difficiles l'attendent. *"Il faut cravacher. On a dû refaire un crédit à la banque sur 18 ans, on va encore devoir payer des frais d'avocat et se battre pour obtenir justice. On n'a rien demandé nous. Tout cela est très stressant et avec ma maladie, l'endométriose, à en pleurer de douleurs, sans compter tout le boulot de la ferme, on se demande comment on va s'en sortir. En face, ces 7 ans de prison ne pèsent pas grand-chose par rapport à toutes les conséquences sur nos vies et celles des autres agriculteurs au quotidien. On ne pourra pas oublier, mais on aurait voulu avancer..."*

Deux anciens intérimaires chez TotalEnergies près du Havre auraient-ils dû être embauchés en CDI ?

Mathieu Charré

6-7 minutes

Deux anciens employés en intérim chez TotalEnergies à Gonfreville-l'Orcher sont passés devant la cour d'appel de Rouen mercredi 20 mai 2026 pour requalifier leurs contrats en CDI.

Sur le même thème

[Justice](#)

[Total Gonfreville](#)

[Tribunal de Rouen](#)

Article réservé aux abonnés



Deux anciens intérimaires chez Total à Gonfreville étaient représentés devant la cour d'appel de Rouen pour faire requalifier leurs contrats.
(©Montage 76actu)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 22 mai 2026 à 18h10

Leurs missions étaient-elles celles de travailleurs en CDI ? Ce mercredi 20 mai 2026, **deux anciens employés en intérim** [du site TotalEnergies](#) de Gonfreville-l'Orcher étaient représentés devant la cour d'appel de [Rouen](#) pour **faire requalifier leurs contrats**, et annuler la rupture desdits

contrats. Ils avaient été déboutés en première instance. Récit d'audience.

Deux ex-employés en intérim chez Total pendant plusieurs années

Jérôme et Jamel* ont des « situations similaires », selon la présidente de la cour d'appel ou leur avocate commune – les deux hommes n'étaient pas présents à l'audience. À savoir **une succession de contrats temporaires** pour différents remplacements, en intérim et pendant plusieurs années, sur le site de TotalEnergies à Gonfreville-l'Orcher.

Jérôme a été employé de février 2022 à mars 2025, avec une pause de plusieurs mois suite à un accident de travail. Jamel a travaillé sur le site d'avril 2021 à décembre 2024, sans discontinuer. Quand Total met fin à leurs collaborations, les deux hommes se tournent vers les Prud'hommes du Havre pour faire requalifier leurs contrats, et annuler la rupture des contrats requalifiés. En août 2025, **la cour les déboute de ces demandes.**

Les raisons de leur intérim contestées

Devant la cour d'appel de Rouen, leur avocate conteste les raisons évoquées par Total pour justifier l'emploi d'intérimaires, à savoir « **l'accroissement temporaire d'activité ou le remplacement d'un employé** ».

À Gonfreville-l'Orcher, Jérôme était employé à l'inspection des tuyauteries. Sur le site classé Seveso, cette mission de « contrôle systématique est un besoin structurel et permanent de l'entreprise », selon son avocate. Qui pointe du doigt également **le caractère imprécis du contrat d'embauche**, qui ne correspondait pas aux tâches exercées.

Concernant l'argument du remplacement de salarié absent, l'avocate souligne que celui-ci était **écarté du poste durablement**, pour raisons médicales. Un courriel en interne, trois semaines avant la fin du contrat de Jérôme, aurait d'ailleurs indiqué que le salarié était « **définitivement remplacé** sur ce poste ».

Une fin de collaboration en forme de sanction ?

L'avocate demande donc la nullité du licenciement, et avance une deuxième raison : Jérôme aurait saisi les Prud'Hommes en novembre 2024... **avant d'apprendre que son contrat n'était pas renouvelé**, et qu'il serait remplacé, alors que son planning était programmé en principe jusqu'en mai 2025. Une sanction ?

En ce qui concerne Jamel, il a surtout été affecté au remplacement d'un salarié absent durant **près de quatre ans, sur le même poste**. Un poste « qui a été pourvu immédiatement après son départ, preuve irréfutable du

caractère permanent et structurel de l'emploi ».

La défense confiante : Total était dans les clous

La défense de Total débute en rappelant que les deux hommes avaient été « intégralement déboutés », et même condamnés à verser 1000 euros, en première instance. L'avocat s'étonne aussi **du gonflement des indemnités demandées** entre le premier jugement et l'appel, **de 4 000 à 25 000 euros** pour Jérôme par exemple.

Sur le fond, il soutient que TotalEnergie a fourni « tous les justificatifs » pour ces missions, d'une durée « absolument pas délirante » pour des missions d'intérim. Il précise que Jérôme a bien été embauché durant l'inspection des tuyauteries mais pas sur cette mission. Il remplaçait en fait les employés expérimentés alloués à cette inspection, qui se répète régulièrement mais **qui constitue bien un accroissement temporaire**. « On peut remplacer quelqu'un sur un poste permanent en tant qu'intérimaire », assure-t-il.

La décision renvoyée au mois de juillet

L'avocat feint ensuite de s'étonner que Jérôme ait eu un accident de travail deux jours avant la fin de son contrat. « Ce n'est pas la première fois qu'un intérimaire a un accident la veille ou l'avant-veille de sa fin de mission ». Il aurait par ailleurs été informé avant l'incident de son non-renouvellement, qu'aucune preuve ne permet d'assimiler à des représailles pour la procédure aux Prud'hommes.

À lire aussi



- [« Pour nous c'est une victoire » : huit ans après, deux médecins lourdement condamnés pour la mort de Marceline au Havre](#)

Le dossier de Jamel est similaire pour l'avocat : ses missions effectuées dans le même secteur sont dues à un remplacement lié à la maladie d'un salarié, et à des audits internes de la plateforme Seveso qui ont révélé l'absence d'affiches sur certaines machines, justifiant l'accroissement d'activité. « **La demande de réintégration n'est pas étayée** », conclut-il.

Les arrêts doivent être rendus **le 2 juillet prochain**.

**Les prénoms ont été modifiés.*

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori
avec [Mon Actu.](#)*

Confronté à une forte hausse du nombre d'élèves, ce collège se met en grève pour réclamer des postes de surveillants

Emmanuel Grabey

4-5 minutes

Publié le vendredi 22 mai 2026 à 19:47

Les personnels enseignants et encadrants du collège Cousteau de Caudebec-lès-Elbeuf étaient en grève ce vendredi 22 mai, pour réclamer des postes de surveillants. Leur établissement est confronté depuis quatre ans à une forte hausse du nombre d'élèves.

Une grève et un rassemblement ont eu lieu devant le collège Cousteau de Caudebec-lès-Elbeuf vendredi 22 mai 2026. La quasi-totalité de l'équipe enseignante et d'encadrement du collège a cessé le travail pour **protester contre le manque de postes d'assistants d'éducation**, mais aussi d'infirmière, de psychologue scolaire, de gestionnaire et de personnels sociaux. L'établissement a accueilli 150 élèves de plus en à peine quatre ans, passant de 400 à 550 élèves, soit une **augmentation de quasiment 50 %**. C'est dû au redécoupage de la carte scolaire : des écoles ont été rattachées au collège de Caudebec pour décharger le collège Mandela d'Elbeuf. Mais sans moyens supplémentaires. Pour exemple, l'infirmière scolaire est à mi-temps et se partage avec les écoles du secteur, elle est seule pour 1.400 élèves.

Nouvelle mobilisation si les revendications ne sont pas satisfaites

Les grévistes réclament **deux postes d'assistants d'éducation et un poste de CPE supplémentaires**. Les rendez-vous avec la Directrice académique des services de l'Éducation nationale sont **restés vains**. *"Nous avons eu deux audiences en moins d'un an, et les réponses sont toujours restées négatives"*, déplore Marie-Hélène Gibert, professeur d'anglais depuis 20 ans dans l'établissement. *"On nous dit que globalement, il n'y a pas de budget et que globalement, notre établissement s'en sort quand même plutôt bien. Donc comme on arrive à maintenir le cap, on ne voit pas pourquoi on nous donnerait plus. On reconnaît notre travail, on nous trouve admirable, mais on nous répond*

que malheureusement, ce n'est pas possible de faire plus pour nous."

Un manque de personnel qui a des **conséquences directes pour les élèves** et pour les surveillants en poste. *"D'année en année, les effectifs augmentent et le public est plus difficile"*, explique Manda Mendes, assistant d'éducation depuis 2012 dans le collège. *"Ça fait plus de bagarres, de tensions, que ce soit en classe ou dans la cour de récréation. Des grosses bagarres, il y en a deux ou trois par trimestre. Des jeux violents, c'est tous les jours. Au moment des récréations, des temps forts, à midi par exemple quand on est six surveillants et qu'il y a toute la population dans la cour, c'est difficile de voir ce qui se passe. Je rentre chez moi, je suis exténué. J'étais bénévole au club de foot et j'ai dû arrêter. Je n'ai plus le temps."*

Les grévistes ont reçu une visite de soutien des maires de Caudebec, Laurent Bonnaterre, et d'Elbeuf, Djoudé Mérabet. Les personnels mobilisés évalueront **dans 15 jours la réponse qui a été apportée à leurs revendications**. S'ils ne sont pas satisfaits, ils se mobiliseront de nouveau.

- [Grèves](#)
- [Éducation nationale](#)
- [Collège](#)
- [Enseignants](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

(obligatoire)

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

[Passer la section](#)

- Il n'y aura pas de voyage scolaire en Angleterre ou en Espagne, mais seulement en Allemagne pour les élèves de troisième du collège Geneviève de Gaulle-Anthonioz du Neubourg (Eure). Les élèves concernés montent au créneau ce 29 septembre et sont prêts à mobiliser "jusqu'au bout".

Le 29/09/2025 à 17:42

- Le collège de Rugles (Eure), renommé Aurélie Aubert, a été inauguré ce vendredi 12 décembre, en présence de la parathlète médaillée

Fermeture de classe : ces parents d'élèves près de Dieppe prévoient des actions en juin

Maxime Cartier

2-3 minutes

Après une opération école morte à l'école pour protester contre la menace de fermeture d'une classe, les parents de Bacqueville-en-Caux prévoient encore d'autres actions.

Sur le même thème

[Ecoles](#)

[Enfants](#)

[Fermetures de classes](#)



Les parents d'élèves s'opposent à une fermeture de classe à l'école élémentaire Thomas-Pesquet de Bacqueville-en-Caux (Seine-Maritime).
©Photo fournie à la rédaction

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 25 mai 2026 à 9h51

Ils ne comptent rien lâcher. Ils, ce sont les **parents d'élèves** de l'école **Thomas-Pesquet** à [Bacqueville-en-Caux \(Seine-Maritime\)](#).

En effet, cette dernière est menacée par une **fermeture de classe** pour la prochaine rentrée. De quoi susciter la colère des parents, qui craignent des **classes surchargées**, moins d'accompagnement individuel et une

dégradation des conditions d'apprentissage.

Ils ont déjà fait connaître leur mécontentement en avril 2026, à l'occasion d'[une opération école morte](#). Et en juin, de nouvelles mobilisations sont prévues.

Quatre actions programmées

Le programme ira crescendo. Le 8 juin, une heure d'école morte est prévue par les parents. Le lendemain, ils seront mobilisés toute la journée en maternelle.

Le 11 juin, ce sera au tour de l'école primaire d'être concernée par une opération école morte. Pour finir en apothéose, le 13 juin, une opération école morte est prévue dans les deux écoles.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Les parents disent vouloir agir « parce que l'école est au cœur de notre village, parce que nos enfants méritent de bonnes conditions d'apprentissage, parce que l'avenir de Bacqueville-en-Caux se construit aujourd'hui », concluent-ils.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

État local : le Conseil d'État valide les dispositions visant à renforcer le rôle du préfet

Simon Gendrel

5-6 minutes

Figure totem du projet de loi visant à renforcer “l'État local”, le renforcement du rôle du préfet ne devrait pas rencontrer d'obstacle majeur, du moins sur le plan juridique. Présenté en Conseil des ministres ce 20 mai et attendu au Sénat au début du mois de juillet, le texte, qui entend répondre à plusieurs revendications du corps préfectoral, voit l'essentiel de ses dispositions relatives au représentant de l'État validées par le Conseil d'État dans un avis rendu le 7 mai puis transmis à l'exécutif.

Lire aussi : [Projet de loi “Décentralisation” : au sein de la préfectorale, la tentation de déroger à la loi et non plus uniquement au règlement](#)

Parmi ces revendications figure notamment le renforcement du “pouvoir de dérogation aux normes” du préfet, déjà instauré par décret en juillet dernier par l'ancien locataire de Matignon, François Bayrou, afin de “replacer le préfet au centre du jeu des politiques publiques”, confiait à Acteurs publics l'un d'entre eux. “On demandait aussi un droit de regard sur la politique de santé, ainsi qu'une sécurisation pénale qui fait consensus”, poursuivait-il. Des attentes en partie satisfaites par l'administration Lecornu, désormais confortées par la haute juridiction administrative.

Un rôle renforcé, sous réserve d'encadrement

Si “le droit général de dérogation du représentant de l'État ne relève pas du domaine de la loi” et que le décret pris en juillet dernier suffisait juridiquement, l'avis recommande néanmoins d'inscrire ce pouvoir dans la loi, au même niveau que la disposition prévue à l'article 10 du texte visant à sécuriser pénalement l'exercice du droit de dérogation, mesure que la haute juridiction valide sans réserves.

Le Conseil d'État approuve également la disposition de l'article 6 conférant au préfet la qualité de délégué territorial des agences de l'État. “Ces dispositions n'appellent pas d'observations de la part du Conseil d'État”, souligne l'avis, contrairement aux recommandations “relatives au

respect par le délégué territorial des compétences des organes délibérants et exécutifs de l'établissement ou du groupement", prévient-il.

De leur côté, longtemps ciblées par le gouvernement, les agences régionales de santé (ARS) ont finalement été épargnées par le texte. Le préfet ne disposera *in fine* que d'un pouvoir d'avis sur les financements alloués par les ARS au titre du fonds d'intervention régional. Une évolution qui s'inscrit, selon le Conseil d'État, dans la volonté *"de conforter l'autorité de l'État autour du préfet qui est notamment garant de la cohérence de l'action de l'État à l'échelle du territoire dont il a la charge"*. La haute juridiction estime toutefois que *"la nouveauté du dispositif"* et *"l'importance de celui-ci pour la mise en œuvre dans les territoires de la politique de santé"* justifieront une évaluation ultérieure.

Autre disposition validée par le Conseil d'État : la création, à l'article 3, d'un guichet unique des demandes de subventions des collectivités sous la main du préfet. Il recommande cependant de fixer par décret la liste des établissements publics tenus de passer par ce dispositif tout en rappelant que *"le choix des subventions demandées, leur nature et leur montant demeureront déterminés par les collectivités elles-mêmes"*.

Un pouvoir de substitution à encadrer

Il ne manque pas, au passage, d'épingler la *"multiplicité d'interlocuteurs et de procédures"*, qui rend pour les collectivités les plus modestes la maîtrise de *"l'ensemble des procédures relatives à des prestations d'ingénierie et des subventions d'investissement dont elles peuvent bénéficier de la part de l'État"* particulièrement complexe.

Le Conseil d'État estime que *"cette situation appelle une réflexion approfondie sur la multiplication des opérateurs publics"*, envisageant, le cas échéant, *"la réintégration au sein de l'État de certains services"* dont l'efficacité pourrait être supérieure à *"la multiplication de dispositions législatives"*.

Lire aussi : [Ademe : le Conseil d'État critique une réforme administrativement et juridiquement bancal](#)

Enfin, la disposition attribuant au représentant de l'État un pouvoir de substitution *"en cas de carence des autorités locales"*, prévue à l'article 4 du texte, nécessite un encadrement. Les magistrats administratifs estiment d'abord que la notion de *"carence"* des collectivités est trop floue, ouvrant la voie à une *"très large marge d'appréciation"* pour intervenir en leur lieu et place. Ils pointent également l'absence de procédure contradictoire préalable, ainsi qu'une atteinte *"disproportionnée"* au principe de libre administration des collectivités.

Le dispositif pourrait donc être restreint aux seules situations de *"péril grave et imminent"* ou d'*"atteinte grave et immédiate à un droit"*

fondamental”, de “*compromission grave de la continuité d'un service public essentiel*” ou de “*méconnaissance d'une obligation précise et inconditionnelle prévue par la loi*”.

L'État va faire converger tous les chatbots ministériels en deux solutions communes aux agents

Par Victoria Beurnez

5-7 minutes

Clap de fin pour les expérimentations. Alors que les ministères, ces dernières années, se sont évertués à [monter des assistants conversationnels](#) dopés à l'intelligence artificielle générative pour leurs agents, l'heure est désormais à la mutualisation. Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, a pris la décision en interministériel de faire converger ces initiatives pour proposer une offre claire aux agents et *“mettre un peu d'ordre et s'assurer que les agents publics s'y retrouvent”*, explique Bercy. Il ne s'agit pour autant pas d'un débranchement pur et dur mettant sous le tapis les initiatives ministérielles dispersées : les solutions communes pourront être renforcées, justement, par les meilleurs éléments de ces expérimentations.

Faire monter l'Assistant IA en compétence

Dans le détail, ce n'est pas une seule offre qui sera proposée aux agents publics au terme de cette convergence, mais bien deux distinctes. L'Assistant IA, le *chatbot* de la direction interministérielle du numérique en partenariat avec Mistral, sera l'une d'entre elles : depuis son lancement en octobre dernier, pour une expérimentation auprès de 10 000 agents, la solution a fait du chemin. *“Par définition, si on lance un pilote, c'est qu'on a déjà l'idée de le généraliser”*, confirme l'entourage du ministre de l'Action et des Comptes publics, David Amiel. Si le ministère reste pour l'heure discret sur la date officielle de la généralisation, il précise que l'outil a pu bénéficier d'améliorations.

Lire aussi : [L'État ouvre l'expérimentation de son Assistant IA à 10 000 agents publics](#)

Cet Assistant IA sera donc l'assistant de référence pour tous les agents publics, *“augmenté de tous les développements techniques des assistants ayant été développés par ailleurs”*, explique l'entourage du ministre. Car les ministères sont nombreux à avoir lancé des projets : à [l'Intérieur](#), mais aussi à la Justice, au ministère de l'Environnement ou

encore au sein de la direction générale des finances publiques, pour ne citer qu'une petite partie d'entre eux.

De tous ces travaux, l'Assistant IA pourra donc récupérer ce qui se fait de mieux : outils de transcription, analyse de documents, création de bibliothèques partagées, etc. La portée généraliste de l'outil n'a, elle, pas évolué : il a toujours vocation à aider les agents publics dans leurs tâches quotidiennes "répétitives", et surtout à proposer une alternative aux modèles de langage grand public.

Généraliser "GenIAI"

En ce qui concerne la seconde solution, celle-ci proviendra du ministère des Armées. Travaillant par définition sur un environnement ultra-sécurisé, celui-ci a inauguré [début 2025 son produit "GenIAI"](#), un chatbot adapté au langage spécifique du ministère, ainsi que des outils de traduction et de synthèse documentaire. À la différence de l'Assistant IA, la version de GenIAI qui sera proposée aux agents publics permettra de travailler dans un environnement adapté à la diffusion restreinte, c'est-à-dire des données et documents de l'État classifiés et traités d'une manière particulière en matière de cybersécurité et d'infrastructures sécurisées. Même chose que pour l'Assistant IA, le produit ne sera pas mis tel quel dans les mains des agents : il sera dopé aux meilleures contributions techniques développées jusqu'ici chez les voisins. *"Ce produit sera le produit de référence de tous les ministères lorsqu'ils seront en environnement classifié"*, résume Bercy.

Lire aussi : [Pour répondre au langage des armées, un "chatbot" maison lancé par le ministère](#)

Le ministère l'a bien compris : pour équiper ses quelque 2 millions d'agents publics, les produits qu'il propose devront être au moins à la hauteur de ce qu'ils ont l'habitude de trouver dans le cadre personnel – ou professionnel de manière clandestine. Une enquête, menée par Bercy auprès d'environ 2 000 agents publics et dont [les résultats ont été publiés](#) courant avril, avait confirmé la pratique du *shadow IA*, cette utilisation clandestine d'outils d'intelligence artificielle grand public, non sécurisés chez les agents dans leurs tâches quotidiennes. *"Nous avons de bonnes raisons d'espérer que lorsqu'on propose aux agents des outils performants, ils les utilisent. D'abord parce que les agents n'ont pas envie de faire n'importe quoi, qu'ils ont conscience des sujets de confidentialité et de cybersécurité, analyse l'entourage de David Amiel. Si on ne leur livre pas un cadre de confiance performant, le fait est que certains d'entre eux continueront à pratiquer l'IA clandestine."*

Lire aussi : [Les "chatbots" ministériels arrivent en force dans l'administration](#)

En creux, cette démarche de convergence a aussi – et surtout – un objectif de rationalisation financière. Car, qui dit démultiplication des projets dans les ministères dit aussi démultiplication des coûts : les modèles de langage, mais aussi la mise en place des infrastructures, des briques logicielles ou des capacités de calcul coûtent cher. Et il faut reconnaître que les ministères n'ont pas lésiné, ces dernières années, sur le lancement de solutions çà et là, bien qu'avec une majorité de solutions assez vertueuses, souvent basées sur du logiciel libre ou souverain. Pour autant, *“s'il faut injecter des millions d'euros, ou plus, dans ce type de solution, il ne faut pas le faire de manière désordonnée”*, rappelle Bercy.

L'exécutif veut mettre en lumière le coût des pensions de fonctionnaires dans le prochain budget

Par Marie Malaterre

5-6 minutes

L'État s'apprête à modifier la méthode de présentation de son budget 2027 pour mettre clairement en avant, ministère par ministère, le poids des pensions de retraite des fonctionnaires sur les finances publiques. C'est, du moins, ce qu'a révélé *l'Opinion*, la semaine dernière, à la veille d'une nouvelle conférence Travail-Emploi-Retraites (TER) qui se tenait vendredi 22 mai, réunissant experts, syndicats et employeurs publics et privés autour du système de retraites et de son financement.

Un projet déjà engagé par David Amiel et Amélie de Montchalin lorsqu'ils étaient respectivement ministre délégué chargé de la Fonction publique et de la Réforme de l'État et ministre de l'Action et des Comptes publics. *"Cela faisait partie d'un des grands chantiers au début de leur mandat commun"*, souligne un observateur du secteur.

L'objectif ? Isoler concrètement dans les budgets des ministères les cotisations que l'État paie spécifiquement pour financer les retraites des fonctionnaires. L'exécutif explique également qu'il s'agit de mettre en évidence la part des dépenses consacrées aux services publics et la part servant à financer les retraites des fonctionnaires.

Concrètement sur les comptes, la nouvelle présentation envisagée permettrait de réduire le taux de cotisation employeur et de mettre en avant une "subvention d'équilibre" qui pourrait représenter plusieurs dizaines de milliards d'euros par an.

Lire aussi : [Cumul emploi-retraite des fonctionnaires : des pensions plus élevées mais des carrières plus courtes](#)

En creux : montrer de manière explicite qu'une partie importante des budgets des ministères ne va pas directement aux services publics, mais sert à payer les pensions de retraite des fonctionnaires. Pour construire son argumentaire, le ministre de l'Action et des Comptes publics, David Amiel, a cité sur Radio J l'exemple de l'Éducation nationale, forte d'un budget de 90 milliards d'euros, dont *"près d'un tiers, soit 30 milliards, ne*

sert pas à financer l'école de nos enfants, le salaire de nos enseignants, mais les retraites passées", a-t-il déclaré. Autre argument avancé par l'exécutif : cette présentation faciliterait la comparaison internationale.

"La masse salariale intègre les dépenses de retraites des fonctionnaires dans le budget de l'État et c'est normal. Il n'y a pas de caisse de retraite pour les fonctionnaires de l'État. C'est une ligne budgétaire, précise Luc Farré pour l'UNSA Fonction publique. Vouloir mettre en avant les dépenses pour payer les pensions des anciens fonctionnaires est assez démagogique, car chaque année, le budget prévoit un taux de "cotisations employeur" permettant de payer les pensions des retraités de la fonction publique pour l'année. Mettre en avant l'ensemble de ce coût annuel n'est pas utile, sauf à vouloir insister sur les différences entre régimes." Il estime également que même si les règles de calcul pour les pensions de retraite sont différentes entre le public et le privé, elles aboutissent à des montants comparables et même souvent inférieurs pour les fonctionnaires.

"C'est un pavé dans la mare, poursuit Caroline Chevé, secrétaire générale de la FSU Fonction publique. C'est une manière de pointer du doigt les pensions de fonctionnaires comme étant avant tout un surcoût et une charge, et de livrer les retraites des fonctionnaires en pâture dans le débat public, en mettant uniquement l'accent sur ce que cela peut peser." Le ministre a également ajouté que sa démarche consistait à "faire la transparence" sur le poids des pensions des fonctionnaires. "Cela voudrait dire qu'il y a suspicion sur la transparence, fait valoir une autre responsable syndicale. Cela induit qu'il y aurait des coûts cachés, or il n'y en a pas. C'est extrêmement maladroit d'utiliser ce terme de transparence."

Cette démarche est vécue comme une attaque par les organisations syndicales et notamment la FSU, qui réaffirme son exigence d'un conseil commun de la fonction publique (CCFP) sur les retraites, lequel doit avoir lieu réglementairement tous les ans. Mais il ne s'est pas tenu depuis plusieurs années. Alors que David Amiel s'est rendu à la première conférence Travail-Emploi-Retraites en décembre dernier, il est aux abonnés absents depuis. *"Le gouvernement semble avancer en parallèle de la conférence TER autour des retraites des fonctionnaires", regrette Caroline Chevé. "Il est important de montrer où va l'argent des Français, répond-on dans l'entourage du ministre. Cette réforme ne toucherait, en aucun cas, au droit des fonctionnaires."*